

**AUDIENCE de VENTE FORCEE JEX TJ ALBERTVILLE
du VENDREDI 06 DECEMBRE 2024**

APPARTEMENT, CAVE et PARKING sis à FLUMET (73)

Lieudit ZECON – « Résidence Les Chalets des Evettes » (lots : 301-325-546)

MAP : 50 000 €

Affaire : **BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE / BROOME**

Dossier 24755 BLC/DP

RG : 23/00034

Jgt JEX ORIENTATION du 06/09/2024

DIRE (URBANISME)

L'an deux mille vingt quatre, et le : 18 OCTOBRE.-----

Au Greffe du JEX – Service des Saisies Immobilières du Tribunal Judiciaire d'ALBERTVILLE, et par devant Nous, Greffier, a comparu Maître Stéphane MILLIAND, poursuivant la vente par adjudication aux Enchères Publiques dont s'agit.

Lequel nous a fait savoir qu'il entendait annexer au cahier des conditions de vente les :

- règlement service assainissement collectif et non collectif 2019
- état des risques
- risques et pollution
- certificat relatif au plan d'exposition au bruit du 09/09/2024
- rapport de risques « GEORISQUES »,
- plan de situation
- extrait du plan cadastral
- extrait cadastral du 09/09/2024.

Que le poursuivant entend donner ces renseignements à titre de pure information.

Et à ledit Maître Stéphane MILLIAND, Avocat signé, sous toutes réserves.

ARLYSÈRE AGGLOMERATION

REGLEMENT SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF 2019

SECTEUR « MONTAGNE »

BEAUFORT, COHENNOZ, CREST-VOLAND, FLUMET, HAUTELUCE, LA GIETTAZ, QUEIGE, SAINT-NICOLAS-LA-CHAPELLE, VILLARD-SUR-DORON

Adopté par le Conseil Communautaire du 07/02/2019

APPLICABLE À L'ADOPTION

VERSION N°1 du 07/02/19

CONTENU

1. Règlement commun à l'assainissement domestique, à l'assainissement non domestique, et à l'assainissement non collectif	5
1.1 <i>Dispositions générales</i>	5
1.1.1 Objet du règlement	5
1.1.2 Autres prescriptions	5
1.1.3 Définitions	5
1.1.4 Déversements interdits	6
1.2 <i>Paiements</i>	6
1.3 <i>Infractions et poursuites</i>	8
1.3.1 Cadre général	8
1.3.2 Cas particuliers	8
2. Règlement relatif à l'assainissement domestique.....	9
2.1 <i>Branchement au réseau public d'assainissement</i>	9
2.1.1 Définition du branchement.....	9
2.1.2 Demande de branchement	9
2.1.3 Principes relatifs aux travaux de branchement sous le domaine public.....	9
2.1.4 Mise en service du branchement	11
2.1.5 Conditions de suppression ou de modification des branchements.....	11
2.1.6 Paiement des frais d'établissement du branchement	12
2.1.7 Surveillance, entretien, réparation, renouvellement de la partie des branchements située sous les domaines public et privé.....	12
2.1.8 Branchements non autorisés	12
2.2 <i>Installations d'assainissement privées</i>	13
2.2.1 Définition.....	13
2.2.2 Suppression des anciennes installations, anciennes fosses	13
2.2.3 Indépendance des réseaux intérieurs	13
2.2.4 Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux dans les caves, sous-sols, cours et dépendances d'immeubles d'habitation ou autres	13
2.2.5 Etanchéité des installations et protection contre les odeurs.....	13
2.2.6 Colonnes de chutes d'eaux usées.....	14
2.2.7 Dispositifs de broyage	14
2.3 <i>Contrôle des branchements et installations d'assainissement (publiques et privées)</i>	14
2.3.1 Droit d'accès des agents du service des eaux aux installations d'assainissement.....	14
2.3.2 Instructions techniques de la partie publique du branchement	14
2.3.3 Contrôle de conception des installations d'assainissement.....	14
2.3.4 Contrôle de réalisation de la partie publique du branchement.....	15
2.3.5 Contrôle de réalisation des installations d'assainissement privées.....	15
2.3.6 Contrôles complémentaires sur le branchement.....	16
2.3.7 Contrôle de fonctionnement des installations d'assainissement privées.....	16
2.3.8 Mise en conformité des installations d'assainissement privées	16
2.4 <i>Dispositions spécifiques aux eaux usées domestiques</i>	16
2.4.1 Obligation de raccordement.....	16
2.4.2 Délai de raccordement.....	17
2.4.3 Cas de non raccordement dans le délai imparti	17
2.4.4 Redevance assainissement	17
2.4.5 Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)	18

2.5	<i>Dispositions spécifiques aux eaux pluviales</i>	19
2.5.1	Principe.....	19
2.5.2	Utilisation des eaux de pluie à des fins domestiques	19
3.	Règlement relatif à l'assainissement non domestique et assimilé domestique	19
3.1	<i>Dispositions administratives</i>	19
3.1.1	Conditions de raccordement pour le déversement des eaux usées non domestiques	19
3.1.2	Procédure générale.....	20
3.1.3	Cas particuliers des établissements rejetant des eaux usées assimilées domestiques:	20
3.1.4	Arrêté d'autorisation	21
3.1.5	Convention de déversement.....	21
3.1.6	Pièces nécessaires à l'élaboration de la convention de déversement.....	22
3.1.7	Branchement au réseau public d'assainissement.....	22
3.2	<i>Dispositions spécifiques eaux usées non domestiques</i>	22
3.2.1	Caractéristiques de l'effluent admissible.....	22
3.2.2	Installations privatives	23
3.2.3	Entretien des installations	23
3.2.4	Suivi et contrôle des rejets.....	24
3.3	<i>Contrôle des branchements et installations d'assainissement (publiques et privées)</i>	24
3.3.1	Droit d'accès des agents du service des eaux aux installations d'assainissement.....	24
3.3.2	Instructions techniques de la partie publique du branchement.....	25
3.3.3	Contrôle de conception des installations d'assainissement	26
3.3.4	Contrôle de réalisation de la partie publique du branchement.....	26
3.3.5	Contrôle de réalisation des installations d'assainissement privées.....	26
3.3.6	Contrôles complémentaires sur le branchement	27
3.3.7	Contrôle de fonctionnement des installations d'assainissement privées.....	27
3.3.8	Mise en conformité des installations d'assainissement privées.....	27
3.4	<i>Dispositions financières</i>	27
3.4.1	Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif "assimilés domestiques"	27
3.4.2	Redevance d'assainissement eaux usées non domestiques et assimilées domestiques - principe	28
3.4.3	Coefficient de pollution.....	29
3.4.4	Coefficient de rejet	29
3.4.5	Modalités d'application	29
3.4.6	Dispositif de lissage.....	29
3.4.7	Coefficient de majoration	29
3.4.8	Exonération de la redevance assainissement	30
3.5	<i>Dispositions spécifiques aux eaux pluviales</i>	30
3.5.1	Principe.....	30
3.5.2	Entretien des installations	30
3.5.3	Utilisation des eaux de pluie à des fins domestiques	30
3.6	<i>Pénalités et mesures de sauvegarde</i>	30
3.6.1	Coefficient de non-conformité.....	30
3.6.2	Cessation du service.....	30
4.	Règlement relatif à l'assainissement non collectif	31
4.1	<i>Dispositions générales</i>	31
4.1.1	Principes généraux.....	31
4.1.2	Responsabilités et obligations des propriétaires – réalisation des ouvrages	31
4.1.3	Responsabilités et obligations des propriétaires – entretien des ouvrages	31
4.1.4	Droit d'accès des agents du service des eaux aux installations d'assainissement non collectif.....	31
4.1.5	Information des usagers après contrôle des installations	32
4.2	<i>Conception et implantation des installations d'assainissement non collectif</i>	32

4.2.1	Principes de conception et d'implantation des installations	32
4.2.2	Contrôle de conception des installations.....	32
4.2.3	Cas particuliers.....	33
4.3	<i>Réalisation des installations d'assainissement non collectif</i>	33
4.3.1	Principes d'exécution des travaux	33
4.3.2	Contrôle de la bonne exécution des ouvrages.....	34
4.4	<i>Fonctionnement des installations d'assainissement non collectif</i>	34
4.4.1	Principes de fonctionnement des installations	34
4.4.2	Contrôle de bon fonctionnement des ouvrages	34
4.4.3	Contrôle lors des ventes	35
4.5	<i>Entretien des installations d'assainissement non collectif</i>	35
4.5.1	Principes d'entretien des installations.....	35
4.5.2	Exécution des opérations d'entretien.....	36
4.5.3	Contrôle de l'entretien des ouvrages.....	36
4.6	<i>Réhabilitation des installations d'assainissement non collectif</i>	36
4.6.1	Cas de réhabilitation	36
4.6.2	Exécution des travaux de réhabilitation	36
4.6.3	Contrôle des travaux de réhabilitation de l'installation.....	36
4.7	<i>Dispositions spécifiques aux eaux pluviales</i>	37
4.7.1	Principes de gestion des eaux pluviales.....	37
4.7.2	Entretien des installations	37
4.7.3	Utilisation des eaux de pluie à des fins domestiques	37
4.8	<i>Redevances d'assainissement non collectif</i>	37
4.8.1	Principe	37
4.8.2	Redevables et assujettissement.....	37
4.8.3	Détermination du montant des redevances	38
5.	Dispositions d'application et signature	39
5.1	<i>Voies de recours des abonnés</i>	39
5.2	<i>Clause d'exécution du règlement</i>	39
5.3	<i>Date d'application du règlement</i>	39
5.4	<i>Modification du règlement</i>	39
5.5	<i>Clause d'exécution</i>	40
5.6	<i>Signature</i>	40
6.	Annexes	41
6.1	<i>Limites de concentration des rejets au réseau public d'eaux usées</i>	41
6.2	<i>Liste des activités considérées comme assimilées domestiques</i>	42
6.3	<i>Liste des textes réglementaires de référence</i>	43

1. REGLEMENT COMMUN A L'ASSAINISSEMENT DOMESTIQUE, A L'ASSAINISSEMENT NON DOMESTIQUE, ET A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

1.1 Dispositions générales

1.1.1 *Objet du règlement*

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles sont soumis les déversements d'effluents dans les réseaux publics ainsi que dans les installations non collectives situées sur le territoire d'Arlysère.

Il règle les relations entre les usagers, propriétaires ou occupants, et le service des eaux chargé du service public de l'assainissement.

Ce service public de l'assainissement a pour objectif d'assurer la sécurité, l'hygiène, la salubrité et la protection de l'environnement.

Le présent règlement ne porte pas sur les eaux pluviales, sauf cas particuliers.

Le présent règlement n'est applicable qu'au secteur géographique défini page 1 du présent règlement.

1.1.2 *Autres prescriptions*

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

cf. annexe n°6.3 : liste des textes réglementaires de référence.

1.1.3 *Définitions*

Assainissement collectif / Assainissement non collectif

L'assainissement collectif comprend l'ensemble des opérations de collecte, de transport et de traitement (le cas échéant) des eaux usées et pluviales (dans des cas particuliers), par des ouvrages publics et sous certaines conditions.

L'assainissement non collectif (ou assainissement individuel) désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration et l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des habitations non raccordées au réseau public d'assainissement.

Eaux usées domestiques / Eaux usées non domestiques / Eaux pluviales

Eaux usées domestiques : il s'agit des eaux ménagères (lessives, cuisines non collectives, bains, douches, lavabos...) et des eaux vannes (urines et matières fécales), à usage familial.

Eaux usées non domestiques : il s'agit des eaux provenant d'une utilisation autre que domestique et autre que pluviale, issues notamment de tout établissement à vocation industrielle, commerciale ou artisanale. Le déversement de ces effluents est soumis à certaines conditions, notamment un prétraitement adapté et/ou une surveillance.

Eaux usées assimilées domestiques : il s'agit d'eaux usées non domestiques provenant d'activités spécifiques prévues par la loi (cf. liste en annexe n°6.2), et dont le déversement est soumis à certaines conditions, notamment dans certains cas un prétraitement adapté et/ou une surveillance particulière.

Eaux pluviales : il s'agit des eaux qui proviennent des précipitations atmosphériques, notamment les eaux de ruissellement. Le déversement de ces eaux pluviales est soumis à certaines conditions, notamment dans certains cas un prétraitement adapté et/ou une surveillance particulière.

Système séparatif / Système unitaire

Dans un système séparatif, les eaux usées (domestiques et non domestiques) d'une part, et les eaux pluviales d'autre part, sont évacuées par des réseaux publics séparés.

Dans un système unitaire, les eaux usées (domestiques et non domestiques) et certaines eaux pluviales sont évacuées par un réseau public commun.

1.1.4 Déversements interdits

Il est formellement interdit de déverser dans les réseaux, notamment :

- l'effluent des fosses septiques et fosses toutes eaux,
- le contenu des fosses fixes et mobiles,
- les ordures ménagères (même broyées),
- les lingettes de tout ordre,
- les graisses, sang ou poils en quantités telles que ces matières puissent provoquer des obstructions,
- les produits encrassant (boues, sables, gravats, cendres, goudrons...),
- les hydrocarbures (essence, fioul...), huiles, produits inflammables,
- les liquides corrosifs (acides, solvants,...),
- les peintures,
- les restes de désherbants utilisés pour le jardinage,
- les produits radioactifs,
- tous déversements susceptibles de modifier la couleur du milieu récepteur,
- tous déversements dont le pH est inférieur à 5,5 ou supérieur à 8,5,
- tous déversements qui, par leur quantité ou leur température, sont susceptibles de porter l'eau du réseau public d'assainissement à une température supérieure à 30°C,
- d'une manière générale, toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible :
 - o de nuire au personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitements des eaux usées,
 - o d'entraîner la destruction ou l'altération des ouvrages d'assainissement,
 - o d'entraîner la destruction de la vie bactérienne des usines d'épuration,
 - o d'entraîner la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversement des collecteurs publics dans les cours d'eau ou rivières.

Pour tout renseignement ou en cas de doute sur un déversement, l'utilisateur doit contacter le service des eaux.

1.2 Paiements

1.2.1.1 Généralités sur les paiements

En aucun cas, un nouvel abonné ne peut être tenu responsable des sommes dues par l'ancien abonné.

Si le titulaire d'un abonnement vient à décéder, ses héritiers ou ayants droit sont responsables, solidairement et indivisiblement, vis-à-vis du service des eaux de toutes les sommes dues en vertu dudit abonnement.

1.2.1.2 Paiement de l'assainissement collectif

La partie du tarif assainissement collectif est due dès le relevé du compteur. Elle est basée sur la consommation d'eau issue de l'alimentation publique et le cas échéant d'une alimentation privée. Elle est payable selon la fréquence de relevé et de facturation fixée par le service des eaux. Les paiements doivent être effectués selon les modalités définies sur la facture.

1.2.1.3 Délais de paiement

Le montant correspondant à l'assainissement collectif et aux prestations assurées par le service des eaux doit être acquitté dans le délai indiqué sur la facture.

1.2.1.4 Réclamations de l'abonné

Chacune des factures établies comporte une rubrique indiquant l'adresse où les réclamations sont reçues.

Toute réclamation doit être envoyée par écrit à cette adresse dans les deux mois à compter de la date d'émission de la facture.

1.2.1.5 Cas d'impossibilité de relève du compteur

Dans le cas où le service des eaux est mis dans l'impossibilité de relever le compteur d'eau, il lui est facturé la part abonnement de la redevance assainissement ainsi que la part au mètre cube, sur la base d'une estimation de consommation.

A titre indicatif, la consommation est estimée comme suit par le service des eaux :

- sur la base de celle de la dernière période correspondante où a été obtenu un relevé. Le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du prochain relevé ;
- pour les nouveaux abonnés, un forfait de 20 m³ peut être appliqué avec obligation de relève de régularisation par le Service public de l'eau lors de la campagne suivante. Cette disposition est applicable, sauf autre disposition contraire.

Lorsque l'usager, abonné ou propriétaire rend impossible l'opération de relève par le service de l'eau deux années de suite ou les opérations de contrôle, entretien, réparation ou changement du compteur, il est passible des mesures suivantes :

- Appel d'une provision majorée dont les modalités sont définies et actualisées chaque année par délibération du Conseil d'Agglomération,
- Pénalité suivant un barème actualisé chaque année par délibération du Conseil d'Agglomération,
- Installation à ses frais d'un système de relève à distance

1.2.1.6 Cas de rejet au réseau d'assainissement en l'absence d'abonnement

Dans le cas où des rejets au réseau d'assainissement seraient constatés par le service des eaux en l'absence d'abonnement, les volumes relevés seront facturés au propriétaire de l'immeuble. Ce dernier s'expose de plus à une pénalité en cas de non régularisation de la situation dans le délai fixé par le service des eaux.

1.2.1.7 Difficultés de paiement

Dans le cas de difficultés de paiement rencontrées par un abonné en situation de précarité, le Service des eaux s'engage à rechercher des solutions personnalisées en coordination avec les services sociaux concernés pour permettre d'assurer la continuité de la fourniture d'eau potable et arrêter les poursuites.

Le comptable public de la collectivité pourra accorder des facilités de paiement et des échéanciers adaptés aux abonnés, selon certaines conditions.

Les abonnés en situation de difficulté de paiement doivent informer le Service à l'adresse indiquée sur leur facture avant l'expiration du délai de paiement mentionné sur la facture. Le Service informera ces abonnés de la procédure à suivre auprès des services sociaux compétents.

Lorsque la preuve a été faite qu'un dossier a été déposé auprès des services sociaux compétents en matière de Fonds de Solidarité Logement et que les engagements sont respectés, toute mesure coercitive est suspendue et, le cas échéant, la fourniture est rétablie jusqu'à ce que ceux-ci aient statué. Dans un tel cas, aucune pénalité de retard n'est perçue.

1.2.1.8 Défait de paiement

En cas de non-paiement dans le délai fixé, le Trésorier public adresse à l'abonné défaillant, une mise en demeure lui notifiant les mesures qui peuvent être prises à son encontre.

L'abonné s'expose :

- aux poursuites légales intentées par le Trésorier,
- à la fermeture du branchement, notamment pour les eaux usées non domestiques, jusqu'à paiement des sommes dues, y compris les frais correspondant à la fermeture et à l'ouverture du branchement.

1.2.1.9 Remboursements

Lorsque la demande de remboursement exprimée par l'abonné est justifiée, la somme est versée à l'abonné.

1.3 Infractions et poursuites

1.3.1 Cadre général

Les agents du service des eaux sont autorisés à dresser un constat, lorsqu'ils découvrent un manquement aux prescriptions du présent règlement.

Ces infractions peuvent donner lieu à une mise en demeure et à des poursuites devant les tribunaux compétents.

1.3.2 Cas particuliers

Au-delà des pénalités spécifiques prévues dans les différentes parties du présent règlement, des pénalités sont prévues dans les cas suivants :

En cas de rejet illicite dans le réseau d'eaux pluviales et le milieu naturel, le contrevenant doit :

- immédiatement mettre fin à ce rejet,
- s'acquitter des frais spécifiques engagés par le service des eaux (matériel de lutte contre les pollutions, prélèvement, analyse, curage...),
- procéder à ses frais aux réparations fixées par le service des eaux.

Il s'expose en cas de récidive à des poursuites en dommages et intérêts devant le tribunal compétent et à une pénalité.

En cas de non-conformité au présent règlement concernant l'assainissement non collectif (absence d'installation, mauvais fonctionnement,...), le contrevenant s'expose à des sanctions pénales. En outre il :

- doit mettre en conformité son installation, travaux et/ou entretien nécessaires, dans les délais fixés par le service des eaux. Le délai ne peut excéder : 2 mois pour un entretien, 12 mois pour des petits travaux (mise à jour des regards, réparation des chasses automatiques...), 6 mois pour une mise en conformité d'une installation neuve, 4 ans pour une réhabilitation des ouvrages d'une installation existante,

- s'expose au paiement d'une pénalité financière dont le montant correspond au tarif de la redevance de contrôle de réalisation pour la non réalisation de travaux prescrits par le service des eaux, et au tarif de la redevance de fonctionnement pour un défaut d'entretien, ou un refus d'accès à la propriété privée aux agents chargés d'effectuer le contrôle.

En cas de rejet illicite dans les réseaux d'eaux usées, le contrevenant :

- doit mettre fin à ce rejet dans le délai fixé par le service des eaux (le délai ne peut excéder 3 mois),
- doit s'acquitter des frais spécifiques engagés par le service des eaux (matériel de lutte contre les pollutions, prélèvement, analyse, curage...),
- doit procéder à ses frais aux réparations fixées par le service des eaux,
- s'expose en cas de récidive à des poursuites en dommages et intérêts devant le tribunal compétent et à une pénalité.

En cas d'intrusion d'une eau claire parasite dans les réseaux d'eaux usées, le contrevenant :

- doit mettre fin à ce rejet dans les délais fixés par le service des eaux (le délai ne peut excéder 6 mois),
- doit procéder à ses frais aux réparations fixées par le service des eaux,
- s'expose, en cas de récidive, à une pénalité.

2. REGLEMENT RELATIF A L'ASSAINISSEMENT DOMESTIQUE

2.1 Branchement au réseau public d'assainissement

2.1.1 Définition du branchement

Le branchement comprend :

Une partie située sous le domaine privé, placée sous la responsabilité de l'utilisateur, avec :

- une canalisation de branchement sous le domaine privé,
- un ouvrage dit "regard de visite" étanche placé en propriété privée à la limite du domaine public, afin de permettre le contrôle et l'entretien du branchement. Ce regard doit demeurer visible et accessible au service des eaux.

Une partie située sous le domaine public, avec :

- une canalisation de branchement sous le domaine public,
- un dispositif permettant le raccordement au réseau public d'assainissement.

2.1.2 Demande de branchement

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande auprès du service des eaux. Cette demande doit être signée par l'utilisateur.

La demande de branchement entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement.

2.1.3 Principes relatifs aux travaux de branchement sous le domaine public

Sur l'ensemble du territoire communautaire, les travaux de construction de branchement, sous le domaine public, sont exécutés aux frais du demandeur et exclusivement sous le contrôle du service des eaux, par une entreprise. Le choix de l'entreprise exécutante est laissé à l'appréciation de la personne ayant déposé le permis de construire. Sous réserve du respect des prescriptions techniques.

Dans l'attente de la mise en service du raccordement, le branchement doit être obturé par un dispositif étanche.

Lors de la construction d'un nouveau réseau public d'eaux usées, le service des eaux peut exécuter les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard de visite en limite du domaine public. Tout ou partie des dépenses engagées par ces travaux pourra faire l'objet d'une demande de remboursement auprès du propriétaire, avec l'accord de ce dernier.

En cas de faute du propriétaire de respecter ses obligations en matière de branchement, le service des eaux peut après une mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables, conformément à l'article L. 1331-6 du code de la santé publique.

2.1.3.1 Raccordement des immeubles édifiés avant la mise en œuvre du réseau

Lors de la mise en place du réseau de collecte des eaux usées, il sera placé d'office un regard de branchement en limite de toutes les propriétés qui sont soumises à l'obligation de se raccorder (article L1331-2 du Code de la Santé Publique)

Un seul regard de branchement particulier sera mis en place, sauf dérogation délivrée par la collectivité liée à des contraintes techniques particulières. Tout regard de branchement supplémentaire sera facturé au propriétaire au coût réel des travaux engagés.

Avant l'ouverture présumée du chantier de pose du nouveau collecteur, une fiche de renseignement, qui vaut demande de branchement et autorisation ordinaire de branchement, sera remise aux propriétaires sur laquelle figureront obligatoirement l'emplacement souhaité du branchement fixé d'un commun accord avec le Maître d'œuvre des travaux ainsi que divers renseignements.

Dans le cas de la mise en séparatif d'un réseau unitaire, la collectivité exécutera ou pourra faire exécuter d'office les branchements de tous les immeubles riverains, partie comprise sous le domaine public jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Les propriétaires des immeubles édifiés antérieurement à la mise en service des égouts auxquels ces immeubles doivent être raccordés, peuvent être astreints à verser une participation financière, la P.F.A.C. (voir en ce sens l'article 2.4.5 du règlement de service).

2.1.3.2 Raccordement des immeubles édifiés après la mise en œuvre du réseau

2.1.3.2.1 Branchement réalisé par une entreprise choisie par le demandeur

Dans le cas où le demandeur souhaite réaliser lui-même la partie publique du branchement, les travaux sont réalisés par une entreprise de son choix et à ses frais. Ces travaux seront réalisés sous la surveillance de la collectivité qui facturera au demandeur, suivant le tarif en vigueur, sa prestation de contrôle du respect des dispositions édictées par la collectivité et de la bonne exécution des travaux avant rétrocession dans le domaine public.

La demande de raccordement aux collecteurs publics d'assainissement, ainsi que tous les plans relatifs au projet, doivent être signés par le propriétaire ou son mandataire et adressés à la collectivité.

Si le demandeur n'est pas le propriétaire de l'immeuble, la signature et l'accord du propriétaire sont exigés.

La demande comporte élection de domicile attributif de juridiction sur le territoire desservi par la collectivité et entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement.

En réponse à cette demande de raccordement, la collectivité délivre au pétitionnaire un exemplaire du règlement de service, une autorisation de déversement de ses eaux usées domestiques et un cahier des charges techniques qui indique les dispositions à respecter pour la bonne exécution des travaux sur la partie publique du branchement.

Ces travaux comprennent, les terrassements et l'évacuation des déblais, le piquage sur le collecteur, les canalisations et le regard de branchement, le remblaiement de tranchée en matériaux nobles et la réfection de chaussée et de trottoir le cas échéant.

Cette partie des branchements est incorporée au réseau public, propriété de la collectivité.

Dans ce cas, c'est l'utilisateur qui est chargé des formalités administratives obligatoires avant tous travaux sous le domaine public. Par ailleurs, dans ces conditions d'exécution, le pétitionnaire reste responsable des dégradations potentielles qui pourraient survenir dans la zone de travaux située sur le domaine public durant un an.

2.1.3.2.2 Branchement réalisé par la collectivité

Si l'utilisateur fait appel à la collectivité, pour l'exécution de la partie publique du branchement, les travaux seront exécutés aux frais de l'utilisateur par la collectivité, ou sous sa surveillance par une entreprise qu'il aura agréée. Les travaux seront facturés suivant les tarifs en vigueur

Cette partie des branchements est incorporée au réseau public, propriété de la collectivité.

Les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service des égouts auxquels ces immeubles doivent être raccordés, peuvent être astreints à verser une participation financière, la P.F.A.C. (voir en ce sens l'article 2.4.5 du règlement).

La demande de raccordement aux collecteurs publics d'assainissement, disponible sur le site internet de la collectivité, ainsi que tous les plans relatifs au projet, doivent être signés par le propriétaire ou son mandataire et adressés à la collectivité.

Si le demandeur n'est pas le propriétaire de l'immeuble, la signature et l'accord du propriétaire sont exigés.

La demande comporte élection de domicile attributif de juridiction sur le territoire desservi par la collectivité et entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement.

En réponse à cette demande de raccordement, la collectivité délivre au pétitionnaire un exemplaire du règlement de service, une autorisation de déversement de ses eaux usées domestiques et un devis de travaux pour l'exécution de la partie publique du branchement.

A réception du devis signé «Bon pour accord», la collectivité réalisera, ou fera réaliser les travaux dans un délai de 2 mois, conformément aux prescriptions techniques.

2.1.4 Mise en service du branchement

La mise en service du branchement ne pourra être effective qu'à dater de la validation par le service des eaux de la conformité des parties publiques et privées du branchement, ainsi que des autres installations d'assainissement privées (notamment les dispositifs de prétraitement et de rétention), conformément aux prescriptions préalablement fixées.

2.1.5 Conditions de suppression ou de modification des branchements

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraîne la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants sont à la charge de la personne ou des personnes ayant déposé le permis de démolition ou de construire.

Cette opération réalisée sur le domaine public, jusqu'au collecteur principal est exécutée par l'une des entreprises, sous réserve du respect des prescriptions techniques et sous contrôle du service des eaux. Le choix de l'entreprise exécutante est laissé à l'appréciation de la personne ayant déposé le permis.

2.1.6 Paiement des frais d'établissement du branchement

Pour toute installation d'un branchement le demandeur est redevable à l'entrepreneur exécutant, du coût de réalisation du branchement.

La réfection définitive de la chaussée qui fait suite à ces travaux (conformément aux prescriptions techniques du gestionnaire de la voirie) donne également lieu au règlement du coût de cette intervention par le demandeur au bénéfice de l'exécutant.

2.1.7 Surveillance, entretien, réparation, renouvellement de la partie des branchements située sous les domaines public et privé

2.1.7.1 Domaine public

Le service des eaux est propriétaire de tous les branchements situés sous le domaine public, à condition qu'ils soient reconnus conformes aux prescriptions communautaires.

A ce titre, la surveillance, l'entretien, la réparation et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public sont à la charge du service des eaux.

Toutefois, dans le cas où il est reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers, sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du service des eaux pour entretien ou réparations sont à la charge du responsable de ces dégâts.

2.1.7.2 Domaine privé

La surveillance, l'entretien, la réparation et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine privé sont à la charge de l'usager (hors dispositifs de raccordement, si le réseau public se situe en domaine privé).

Le service des eaux est en droit d'exécuter d'office, après information préalable de l'usager, sauf cas d'urgence, et aux frais de ce dernier s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou pour préserver la sécurité du personnel, des ouvrages publics et des tiers, sans préjudice des sanctions prévues au présent règlement.

2.1.7.3 Conditions d'intégration au domaine public

Des aménageurs ou des copropriétaires peuvent demander à ce que des installations réalisées par des initiatives privées soient intégrées au domaine public. Après accord de principe du service des eaux et de la commune concernée, les intéressés doivent remettre les plans de récolement et documents de contrôle annexes (rapports d'inspection télévisée, tests d'étanchéité). Une visite de contrôle contradictoire de ces installations est organisée et la mise en conformité exigée effectuée avant toute intégration au domaine public. En cas d'intégration effectif, des frais de dossier peuvent être votés par le Conseil communautaire d'Arlysère. Les frais d'acte authentique sont à la charge du demandeur.

2.1.8 Branchements non autorisés

Les branchements non autorisés sont les branchements réalisés sans demande préalable au service des eaux.

Dans ce cas, l'usager est redevable d'une pénalité.

La suppression du branchement non autorisé est réalisée sous le contrôle du service des eaux et à la charge de l'usager. Aucun nouveau branchement ne peut être réalisé avant la suppression de l'ancien.

A titre exceptionnel, certains branchements non autorisés peuvent être admis s'ils sont reconnus conformes aux prescriptions du service des eaux.

2.2 Installations d'assainissement privées

2.2.1 Définition

Les installations d'assainissement privées se composent :

- de la partie des branchements située sous le domaine privé,
- des ouvrages spécifiques (prétraitement, bac, tampon...) le cas échéant,
- des installations situées à l'intérieur des bâtiments (appareils sanitaires...).

2.2.2 Suppression des anciennes installations, anciennes fosses

Dès l'établissement du branchement, les fosses septiques et les installations de traitement individuel des eaux usées sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés, curés, désinfectés et comblés. Les matières doivent être évacuées vers un centre agréé avec délivrance d'un bordereau d'élimination conforme. Une copie de ce bordereau doit être transmise au service des eaux.

Si ces obligations ne sont pas respectées, le service des eaux peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais du propriétaire, aux travaux indispensables.

En cas de non présentation du bordereau d'élimination dûment rempli dans le délai fixé, le propriétaire s'expose à une pénalité.

2.2.3 Indépendance des réseaux intérieurs

Les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales doivent être indépendants jusqu'en limite de propriété (jusqu'au réseau existant s'il existe un projet de mise en place d'un réseau séparatif).

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées ou pluviales est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées ou pluviales pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration (dépression accidentelle, par exemple), soit par refoulement (surpression créée dans la canalisation d'évacuation, par exemple).

2.2.4 Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux dans les caves, sous-sols, cours et dépendances d'immeubles d'habitation ou autres

Pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus.

Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve le réseau d'assainissement doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales.

Les frais d'installations, l'entretien et les réparations de ces dispositifs sont à la charge du propriétaire.

2.2.5 Etanchéité des installations et protection contre les odeurs

Tous les appareils raccordés à un réseau d'eaux usées doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations d'odeurs provenant du réseau d'assainissement et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons doivent être conformes aux normes en vigueur.

Les regards sur les réseaux d'eaux usées doivent être équipés de couvercles étanches de type tampon hydraulique posés horizontalement.

2.2.6 Colonnes de chutes d'eaux usées

Aucune nouvelle colonne de chutes d'eaux usées ne peut être établie en parement extérieur des constructions.

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement et munies de tuyaux d'évent. Les colonnes de chutes d'eaux usées doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

2.2.7 Dispositifs de broyage

L'évacuation par le réseau public d'assainissement des ordures ménagères, y compris les déchets fermentescibles, même après broyage, est interdite.

Les dispositifs de désagrégation des matières fécales ne sont autorisés qu'en cas de réhabilitation lorsque les canalisations existantes sont de faible diamètre. Ils doivent obligatoirement être raccordés aux colonnes de chutes d'eaux usées après avis favorable du service des eaux.

2.3 Contrôle des branchements et installations d'assainissement (publiques et privées)

2.3.1 Droit d'accès des agents du service des eaux aux installations d'assainissement

Les agents du service des eaux ont accès aux propriétés privées pour assurer les contrôles. Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux dans un délai raisonnable. Le propriétaire doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du service des eaux et être présent ou représenté lors de toute intervention du service.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle des installations, l'occupant est astreint au paiement d'une somme équivalente à la redevance assainissement majorée dans une proportion de 100 %.

2.3.2 Instructions techniques de la partie publique du branchement

Le service des eaux fixe le nombre de branchements à installer par immeuble à raccorder.

Au vu des éléments techniques fournis par l'utilisateur au service des eaux, tels que le diamètre et la profondeur de la canalisation, et éventuellement l'emplacement du regard de branchement, le service des eaux arrête le tracé et la pente de la canalisation.

Si pour des raisons de convenances personnelles, l'utilisateur demande des modifications aux dispositions proposées par le service des eaux, celui-ci après examen des conditions financières peut donner satisfaction à l'utilisateur sous réserve que ces modifications soient compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement. Dans le cas présent, l'utilisateur ne peut prétendre à aucune indemnité.

2.3.3 Contrôle de conception des installations d'assainissement

Le service des eaux assure le contrôle de la conformité des projets au titre de la protection du système d'assainissement (réseaux et usine d'épuration).

Ce contrôle s'effectue :

- a - à l'occasion de la demande du certificat d'urbanisme. Le service des eaux émet un avis sur les conditions de desserte du projet,

b - à l'occasion des autorisations d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, permis d'aménagement) ou à l'occasion de la réhabilitation des installations. Le service des eaux émet un avis sur les modalités de desserte du projet,

c - d'une manière générale, à l'occasion de tout nouveau branchement.

A ce titre, le demandeur doit déposer un dossier comportant :

- Un plan sur lequel doivent figurer :
 - o l'implantation et le diamètre de toutes les canalisations en domaine privé,
 - o les ouvrages annexes (grilles, stockage, régulation, prétraitement), leurs emplacements projetés et leurs côtes altimétriques rattachées au domaine public,
 - o les regards en limite de propriété avec les profondeurs.
 - o les surfaces imperméabilisées raccordées (toitures, voiries, parkings de surface),
 - o le ou les points de raccordement au réseau public.
- une notice explicative avec :
 - o pour les eaux pluviales : l'implantation, la nature, le dimensionnement des ouvrages de stockage et de régulation ou des ouvrages de rejet au milieu naturel dans le cas d'une limitation par le service des eaux du débit d'eaux pluviales acceptable au réseau public,
 - o sont de même précisés, la nature, les caractéristiques, le dimensionnement et l'implantation des ouvrages de traitement pour les espaces où les eaux de ruissellement sont susceptibles d'être polluées.

2.3.4 Contrôle de réalisation de la partie publique du branchement

Les représentants du service des eaux devront être en mesure de vérifier tranchée ouverte le raccordement sur le collecteur public ainsi que la bonne mise en œuvre de l'ensemble des canalisations disposées jusqu'à la boîte de branchement.

Les représentants du service des eaux devront constater la présence à pied d'œuvre des matériaux d'enrobage (sable ou gravelette) d'un volume suffisant pour permettre un compactage soigné et garantir la protection de l'ensemble des canalisations mises en place. Sous voie publique, l'entreprise devra mettre en place les matériaux (tout-venant ou autres matériaux compactables équivalents) correspondant aux demandes du gestionnaire de la voirie en quantité suffisante pour le reste du remblaiement.

2.3.5 Contrôle de réalisation des installations d'assainissement privées

Le contrôle de réalisation s'effectue avant tout remblaiement des ouvrages. Le service des eaux contrôle la conformité des ouvrages par rapport aux prescriptions techniques définies par le service des eaux.

Le contrôle de réalisation s'effectue selon les modalités suivantes :

- le demandeur doit aviser le service des eaux, 48 heures avant le début du chantier, puis une fois les travaux de raccordement terminés,
- le service des eaux peut réaliser une inspection télévisée du branchement. Cette opération est à la charge du demandeur si le branchement est jugé non-conforme,
- si des anomalies sont constatées, le service des eaux refuse la mise en service du branchement (non-retrait du dispositif d'obturation), en l'attente des travaux de mise en conformité.

Dans le cas où des désordres sont constatés par le service des eaux, la mise en conformité est effectuée par le propriétaire ou l'ensemble des copropriétaires. Celle-ci doit être exécutée avant raccordement sur le réseau public d'assainissement.

- pour les opérations immobilières, les lotissements, le demandeur doit fournir un plan de récolement des ouvrages et des réseaux réalisés, un procès-verbal d'étanchéité des réseaux et un rapport télévisé, avant la mise en service du branchement,
- pour les entreprises, le demandeur doit fournir un plan de récolement des ouvrages et des réseaux réalisés dans un délai de 6 mois après la mise en service.

2.3.6 Contrôles complémentaires sur le branchement

Dans le cas d'un manquement au suivi des travaux sur la partie publique ou privée tel qu'indiqué dans les articles précédents, les représentants du service des eaux pourront imposer, à la charge exclusive de l'entreprise (partie publique) ou du propriétaire (partie privée), une réouverture de la tranchée et les essais suivants :

- test de compactage,
- contrôle vidéo et d'étanchéité du branchement.

En fonction des conclusions des tests et contrôles, les modifications requises seront imposées sans qu'une contrepartie puisse être demandée.

2.3.7 Contrôle de fonctionnement des installations d'assainissement privées

Le service des eaux se réserve le droit de vérifier à tout moment :

- l'état et le bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement,
- la qualité du rejet,
- l'élimination des sous-produits d'assainissement (déchets).

A ce titre, le service des eaux peut exiger la présentation des bordereaux d'entretien et d'élimination des sous-produits (déchets) des installations d'assainissement privées.

2.3.8 Mise en conformité des installations d'assainissement privées

Dans le cas d'un constat de non-conformité des installations d'assainissement privées, le service des eaux met en demeure l'utilisateur de réaliser les travaux nécessaires en fixant un délai de mise en conformité, conformément à l'article L. 1331-6 du code de la santé publique.

En cas de passivité de ce dernier, le service des eaux peut, et ce, jusqu'à la réalisation des travaux de mise en conformité :

- obturer le branchement,
- porter plainte,
- exécuter les travaux d'office, en cas d'urgence ou de danger, aux frais de l'utilisateur.

2.4 Dispositions spécifiques aux eaux usées domestiques

2.4.1 Obligation de raccordement

Principe

Est obligatoire le raccordement des immeubles au réseau d'assainissement disposé pour recevoir les eaux usées domestiques et établi sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage.

Tout immeuble situé en contrebas d'un collecteur public est considéré comme raccordable et le dispositif de relevage des eaux usées est à la charge du propriétaire.

Dérogations

Des dérogations peuvent être accordées par le service des eaux pour les immeubles jugés difficilement raccordables, s'il existe une possibilité pour le demandeur de se doter d'une installation d'assainissement non collectif conforme, notamment lorsque le raccordement au réseau public d'assainissement a un coût nettement supérieur à celui de la réalisation d'un assainissement non collectif conforme.

2.4.2 Délai de raccordement

Principe

Dans le cas d'une extension du réseau public d'assainissement, le propriétaire dispose d'un délai de 2 ans, à compter de la mise en service de ce réseau, pour réaliser ce raccordement.

Possibilité de prorogation du délai de raccordement

Dans le cas où le propriétaire est équipé d'une installation d'assainissement non collectif contrôlée et jugée conforme par le service des eaux, le propriétaire pourra bénéficier d'un délai de raccordement maximum de 10 ans, à dater de l'autorisation d'urbanisme, conformément à l'article L. 1331-1 du code de la santé publique.

Néanmoins, le propriétaire doit pouvoir justifier à tout moment d'une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur et en bon état de fonctionnement.

2.4.3 Cas de non raccordement dans le délai imparti

Au terme du délai imparti, si le propriétaire ne s'est pas conformé à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement, ce dernier doit payer une somme équivalente à la redevance assainissement majorée dans une proportion de 100 %, jusqu'au raccordement effectif, et ce, même si l'immeuble est doté d'une installation non collectif en bon état de fonctionnement, conformément à l'article L. 1331-6 du code de la santé publique.

Au-delà de ces mêmes délais, le service des eaux peut après mise en demeure du propriétaire, procéder d'office, aux frais du propriétaire, à l'ensemble des travaux indispensables.

2.4.4 Redevance assainissement

2.4.4.1 Principe général

Tout service public d'assainissement donne lieu à la perception d'une redevance assainissement.

Cette redevance versée en contrepartie du service rendu, a pour objet notamment de participer à l'amortissement des ouvrages d'assainissement, aux frais d'entretien et de gestion des réseaux et aux frais liés à l'épuration.

2.4.4.2 Assujettissement

Pour tout immeuble nouveau desservi par un réseau public d'assainissement existant, dès que l'immeuble est raccordé au réseau d'assainissement, la consommation d'eau est assujettie à la redevance assainissement.

L'immeuble est considéré comme raccordé dès lors que la partie publique du raccordement est réalisée et que les travaux nécessaires à l'arrivée des eaux usées de l'immeuble au réseau public de collecte sont exécutés et jugés conformes par le service des eaux de la collectivité.

2.4.4.3 Détermination de l'assiette de la redevance assainissement

La redevance assainissement est assise sur une part fixe (abonnement) et une part variable basée sur tous les volumes d'eau prélevés par les usagers que ce soit sur la distribution publique ou toute autre source ou puits privé. Les tarifs (abonnement et mètres cubes) sont fixés annuellement par Arlysère.

Pour l'utilisateur qui s'alimente en eau partiellement ou totalement à une source, un puits privé ou tout autre prélèvement direct dans le milieu naturel (générant des rejets d'eaux usées), le nombre de mètres cubes d'eau est déterminé par un dispositif de comptage posé et entretenu par le service des eaux aux frais de l'utilisateur, correspondant à la location d'un compteur du calibre adapté.

Pour l'utilisateur équipé d'un système de récupération d'eau de pluie générant des rejets d'eaux usées, le nombre de mètres cubes d'eau est fixé forfaitairement selon un tarif voté par Arlysère pour une maison individuelle ; pour les autres cas, le dispositif doit permettre la mise en place d'un système de comptage posé et entretenu par le service des eaux aux frais de l'utilisateur, correspondant à la location d'un compteur du calibre adapté.

A défaut d'un dispositif de comptage, un forfait de consommation annuelle d'eau est fixé par délibération de la communauté..

2.4.4.4 Dégrèvement

Conformément aux dispositions du règlement de l'eau potable de la Communauté d'agglomération Arlysère, lorsque l'ensemble des conditions d'écrêtement est rempli, la facture est recalculée sur la base suivante : redevance assainissement, redevance de modernisation des réseaux de collecte : l'assiette est la consommation moyenne de l'abonné.

2.4.5 Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)

2.4.5.1 Principe

Les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC).

Cette participation est instituée pour tenir compte de l'économie réalisée par ces derniers en évitant la mise en place ou la mise aux normes d'une installation d'assainissement individuelle réglementaire.

Cette participation ne se substitue pas au paiement des frais de branchement au réseau public d'assainissement, au versement de la taxe d'aménagement, lorsque celle-ci est due, ainsi qu'à la redevance assainissement. Elle ne peut dépasser 80 % de la valeur d'une installation individuelle réglementaire.

2.4.5.2 Identification du redevable et champs d'application

Les redevables de la PFAC sont :

- les propriétaires d'immeubles neufs réalisés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte des eaux usées,
- les propriétaires d'immeubles existants déjà raccordés au réseau de collecte des eaux usées, lorsqu'ils réalisent des travaux (d'extensions, d'aménagements intérieurs, de changement de destination de l'immeuble) ayant pour effet d'induire des eaux usées supplémentaires,
- les propriétaires d'immeubles existants non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées (donc équipés d'une installation d'assainissement non collectif), lorsque le raccordement à un nouveau réseau de collecte (ou à une extension) est réalisé.

2.4.5.3 Mode de calcul et assiette

Les modalités d'application et de calcul de la PFAC sont déterminées annuellement par décision d'Arlysère.

2.4.5.4 Modalités de recouvrement de la PFAC

La PFAC est exigible à compter de la date du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

Sans nouvelles du ou des propriétaires concernant les travaux de raccordement en assainissement, le service des eaux se réserve le droit de facturer la PFAC à partir du moment où il constate que les travaux ont été effectués, et que des eaux usées sont générées.

La PFAC fait l'objet d'une facture émise par le service des eaux, dont le recouvrement est assuré par la Trésorerie.

2.5 Dispositions spécifiques aux eaux pluviales

2.5.1 Principe

Les eaux pluviales ne relèvent pas du présent règlement, en dehors de celles affectant le service assainissement collectif et non collectif.

Les installations de gestion des eaux pluviales doivent être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement, grâce à un entretien régulier.

2.5.2 Utilisation des eaux de pluie à des fins domestiques

Tout usager utilisant de l'eau de pluie à des fins domestiques, et notamment pour l'alimentation des toilettes, du lave-linge et pour le lavage des sols, doit en avvertir le service des eaux. Il doit par ailleurs établir une déclaration à la mairie de son domicile.

3. REGLEMENT RELATIF A L'ASSAINISSEMENT NON DOMESTIQUE ET ASSIMILE DOMESTIQUE

3.1 Dispositions administratives

3.1.1 Conditions de raccordement pour le déversement des eaux usées non domestiques

Le raccordement d'eaux usées non domestiques à un réseau public d'assainissement n'est envisageable que si celles-ci sont compatibles qualitativement et quantitativement avec le système de collecte et la capacité épuratoire du dispositif d'épuration collectif.

Le service des eaux peut autoriser un établissement à déverser ses eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement, au moyen d'un arrêté d'autorisation, le cas échéant assorti d'une convention de déversement dans les conditions décrites au présent règlement.

L'établissement doit impérativement signaler au service des eaux, dans un délai de 3 mois, toute modification apportée, de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet de ses effluents (notamment lors de modifications de procédés ou d'activité, ou lors d'un accroissement de l'activité). Cette modification peut faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

De plus, le service des eaux procède à une vérification régulière de l'évolution des activités et rejets.

Dans certains cas particuliers, les eaux pluviales peuvent être intégrées dans la convention de déversement.

3.1.2 Procédure générale

Conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques, dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le service.

A compter de la date de réception de la demande, Arlysère dispose de deux mois pour donner son avis.

L'absence de réponse, à la demande d'autorisation de déversement de plus de quatre mois après la date de réception vaut rejet de celle-ci.

Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit respecter les prescriptions du présent règlement et être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement ;
- assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration ;
- respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique ;
- ne pas nuire à la dévolution finale des boues susceptibles d'être valorisées en agriculture.

La mise en œuvre de ces objectifs nécessite la rétention à la source des micro-polluants métalliques, organiques et des substances radioactives qui n'ont pas vocation à être traités en station d'épuration urbaine.

Pour pouvoir se raccorder au réseau public d'assainissement, les établissements industriels, artisanaux, commerciaux ou de service public doivent adresser, au service Assainissement, une demande de raccordement au réseau pour les rejets autres que domestiques.

Après étude de la demande, et à la suite d'un diagnostic réalisé par le service Assainissement sur le site de l'établissement afin de vérifier la conformité des installations et des rejets, l'autorisation de rejet peut être accordée aux moyens d'un arrêté d'autorisation et d'une convention de déversement, définissant les conditions techniques et financières d'admissibilité des eaux autres que domestiques dans les réseaux publics de collecte.

Conformément à l'article L1331-10 du code de la santé publique, la collectivité se réserve le droit de refuser le raccordement des eaux usées autres que domestiques au réseau public de collecte.

L'établissement autorisé à déverser ses effluents autres que domestiques au réseau public de collecte devra obligatoirement signaler au service Assainissement toute modification de nature à entraîner un changement notable dans les conditions de rejet et les caractéristiques des effluents (par exemple modifications de procédés ou d'activité). Cette modification peut nécessiter que l'autorisation soit actualisée auprès du service

Le service Assainissement assure un suivi et un contrôle de ces rejets.

3.1.3 Cas particuliers des établissements rejetant des eaux usées assimilées domestiques:

Le raccordement d'eaux usées assimilées domestiques constitue un droit dans la limite des capacités de transport et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation.

Ces effluents doivent néanmoins respecter les mêmes conditions de raccordement que les autres eaux usées non domestiques, à l'exception de l'arrêté d'autorisation.

3.1.4 Arrêté d'autorisation

3.1.4.1 Contenu de l'arrêté d'autorisation

L'arrêté d'autorisation a pour objet de définir les conditions techniques et financières générales d'admissibilité des eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement. Il est délivré par le représentant d'Arlysère et est notifié à l'établissement.

Lorsqu'une convention de déversement est nécessaire, l'arrêté d'autorisation définit les conditions générales de déversement au réseau ; les conditions techniques et financières particulières sont traitées dans la convention.

3.1.4.2 Demande d'arrêté d'autorisation

La demande d'arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques (accompagnée ou non d'une convention de déversement) doit être formulée par l'entreprise auprès de la collectivité propriétaire du réseau d'assainissement auquel elle souhaite se raccorder.

Pour ce faire, la demande doit s'accompagner des pièces suivantes :

- le statut de l'entreprise et une description de son ou ses activités,
- un plan de localisation de l'établissement,
- un plan des réseaux internes de l'établissement (eaux usées domestiques, eaux usées non domestiques, et eaux pluviales), avec l'implantation des points de rejet aux réseaux publics ; la situation, la nature des ouvrages de contrôle ; l'implantation et la nature des ouvrages de prétraitements,
- une note indiquant la nature et l'origine des eaux usées non domestiques à évacuer ; la nature, le dimensionnement et les caractéristiques techniques des ouvrages de prétraitement éventuels avant déversement au réseau public d'assainissement.

3.1.4.3 Durée de l'arrêté d'autorisation

L'autorisation est délivrée pour une durée de 5 ans, avec renouvellement tacite par période d'une année. Dans le cas d'un arrêté d'autorisation assorti d'une convention de déversement, le renouvellement de l'arrêté d'autorisation est conditionné par le renouvellement de la convention.

3.1.4.4 Délivrance de l'arrêté d'autorisation

La délivrance de l'arrêté d'autorisation est une condition préalable au raccordement au réseau public d'assainissement.

3.1.5 Convention de déversement

3.1.5.1 Signature de la convention de déversement

Lorsqu'elle est nécessaire, la signature de la convention de déversement est une condition soumise à la délivrance de l'arrêté d'autorisation.

3.1.5.2 Champ d'application

Entrent dans le champ d'application de la convention de déversement notamment :

- les établissements soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumis à autorisation, au titre du rejet d'eaux usées non domestiques,
- les établissements générant des effluents pouvant avoir une influence significative sur le système d'assainissement collectif, et/ ou nécessitant la mise en place de modalités de rejet particulières.

3.1.5.3 Contenu de la convention de déversement

La convention de déversement précise notamment la qualité et la quantité des eaux à évacuer, et les conditions techniques et financières particulières qui lui sont associées. Cette convention précise en outre les conditions de surveillance des rejets.

3.1.5.4 Durée de la convention de déversement

La durée d'acceptation ne peut excéder 5 ans, avec renouvellement tacite par période d'une année. Avant le terme du délai fixé dans la convention, l'établissement doit demander une nouvelle convention.

3.1.6 Pièces nécessaires à l'élaboration de la convention de déversement

3.1.6.1 Dans le cas d'établissement existant

La demande doit s'accompagner, en plus des pièces demandées pour l'autorisation, des résultats d'une campagne de prélèvements et de mesures réalisées sur les rejets d'eaux usées non domestiques par un organisme agréé, sur des échantillons moyens représentatifs de deux fois 24 heures consécutives.

Le service des eaux peut fixer une durée différente et une période spécifique en fonction de l'activité de l'établissement (suivant les effluents générés).

Cette campagne porte principalement sur les éléments suivants :

- mesure et enregistrement en continu du débit, du pH, de la température, de la conductivité,
- mesure sur échantillon moyen : MEST (matières en suspension totales), azote Kjeldhal (NTK), phosphore (Pt), DBO5 (demande biochimique en oxygène à 5 jours), DCO (demande chimique en oxygène),
- tout autre paramètre caractéristique de l'activité : métaux lourds, hydrocarbures, graisses, solvants chlorés...

Tous ces résultats sont exprimés en concentrations et en flux journaliers.

3.1.6.2 Dans le cas d'un projet d'implantation d'un nouvel établissement

L'établissement doit fournir un rapport comprenant au minimum les éléments demandés à l'article 3.3.3.

Un bilan des rejets devra être réalisé dans les six mois suivant le démarrage de l'activité, selon les modalités définies ci-dessus. Ce bilan devra permettre :

- de valider la conformité des rejets et les valeurs limites fixées,
- de fixer les coefficients correcteurs de la redevance assainissement.

3.1.7 Branchement au réseau public d'assainissement

Les dispositions relatives aux branchements au réseau public d'assainissement propre à l'assainissement domestiques s'appliquent au présent paragraphe, sauf dispositions expresses contraires.

3.2 Dispositions spécifiques eaux usées non domestiques

3.2.1 Caractéristiques de l'effluent admissible

L'effluent doit contenir ou véhiculer une pollution compatible avec le traitement de l'usine de dépollution dans laquelle il se rejette. Il doit notamment répondre, en plus des prescriptions générales définies à l'article 1.1.4 du présent règlement, aux critères suivants :

- les limites de concentration ne doivent pas être dépassées - cf. annexe n° 6.1,
- la dilution de l'effluent est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs fixées par la présente réglementation,
- le flux rejeté doit être compatible avec le flux acceptable à l'usine de dépollution,
- l'effluent ne doit pas contenir de composés toxiques ou inhibiteurs de l'épuration biologique,
- l'effluent ne devra pas contenir de solvants organiques, chlorés ou non, de composés cycliques hydroxylés et dérivés,
- l'effluent ne doit pas contenir de produits à rayonnements ionisants.

3.2.2 Installations privatives

3.2.2.1 Séparation des réseaux

Les eaux usées domestiques et les eaux usées non domestiques doivent être collectées séparément. Ce qui signifie que l'établissement doit être pourvu de deux réseaux distincts jusqu'en aval du dispositif de contrôle des eaux usées non domestiques :

- un réseau d'eaux usées domestiques,
- un réseau d'eaux usées non domestiques.

3.2.2.2 Dispositif de contrôle

Tout branchement d'eaux usées non domestiques doit être pourvu d'un regard dit de contrôle situé en aval du ou des prétraitements et en amont de la connexion avec le réseau d'eaux usées domestiques, et respectant les caractéristiques fixées par le service des eaux.

Ce regard est exclusivement destiné à permettre le contrôle des effluents (prélèvements et mesures). Il doit être situé en-dehors des bâtiments et hors voiries et zones de circulation. Il doit rester en permanence et à toute heure facilement accessible au service des eaux chargé d'effectuer ce contrôle.

Le cas échéant, l'établissement donne l'autorisation aux personnes habilitées par le service des eaux d'accéder aux installations selon des procédures de sécurité à définir.

Pour certains établissements, en fonction de l'importance des rejets, il peut être demandé la mise en place d'ouvrages nécessaires à l'auto surveillance des effluents, permettant notamment la mesure du débit en continu, et le prélèvement automatique d'échantillons. Dans ce cas, le dispositif spécifique d'auto surveillance peut faire office de regard de contrôle.

3.2.2.3 Dispositif d'obturation

En aval des zones de risques de déversements accidentels, un dispositif d'obturation, manuel ou automatique, doit être placé sur le réseau d'eaux usées non domestiques et rester à tout moment accessible.

3.2.2.4 Installations de prétraitement

L'établissement doit mettre en place les installations de prétraitement des eaux usées non domestiques nécessaires, afin de répondre aux prescriptions du présent règlement, et de manière générale à la réglementation en vigueur. Ces installations privatives ne doivent recevoir que les eaux usées non domestiques. Les caractéristiques techniques doivent être validées par le service des eaux.

3.2.3 Entretien des installations

Les réseaux privés, les dispositifs de contrôle et les installations de prétraitement doivent être en permanence maintenus en bon état de fonctionnement. L'établissement doit pouvoir justifier au service des eaux le bon état d'entretien de ces installations.

Les ouvrages de prétraitement, notamment les séparateurs à hydrocarbures, huiles, graisses, féculés et les débourbeurs doivent être vidangés autant de fois que nécessaire, par une entreprise agréée.

Les matières doivent être évacuées vers un centre agréé avec délivrance d'un bordereau d'élimination conforme. Une copie de ce bordereau doit être transmise au service des eaux.

Si ces obligations ne sont pas respectées, le service des eaux peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais du propriétaire, aux travaux indispensables.

En cas de non présentation du bordereau d'élimination dûment rempli dans le délai fixé, le propriétaire s'expose à une pénalité.

L'établissement doit être en mesure de justifier le traitement de ses déchets par un prestataire agréé en fournissant, d'une manière systématique au service des eaux, les copies des factures, des bordereaux d'enlèvement et de destruction de tous les déchets liés à son activité.

L'usager, en tout état de cause, demeure seul responsable de ses installations ; la réparation des dommages qui peuvent être causés par négligence aux ouvrages publics, y compris le collecteur, du fait de déversement des eaux usées non domestiques, est à la charge exclusive de l'établissement responsable.

3.2.4 Suivi et contrôle des rejets

3.2.4.1 Par l'établissement

Les modalités de suivi et de contrôle des rejets par l'établissement sont définies dans l'autorisation de raccordement et/ou la convention de déversement. Les résultats d'analyses fournies sont recevables par le service des eaux dès lors que l'établissement est en mesure de justifier de l'entretien et de l'étalonnage de ses appareils de mesures et de prélèvement.

De même, dans le cadre de l'arrêté d'autorisation de raccordement et/ou la convention de déversement, il peut être demandé la réalisation d'une ou plusieurs campagnes de mesures annuelles sur les effluents non domestiques à la charge de l'établissement. La période, la fréquence, la durée et les paramètres à analyser sont précisés dans l'arrêté d'autorisation de raccordement et/ou la convention de déversement.

3.2.4.2 Par le service des eaux

Des prélèvements et contrôles peuvent être effectués à tout moment par le service des eaux, selon les procédures de sécurité définies avec l'établissement, afin de vérifier si les eaux usées non domestiques déversées dans le réseau public d'assainissement sont en permanence conformes au présent règlement et aux conditions particulières visées dans l'arrêté d'autorisation et/ou la convention de déversement.

Si les résultats ne sont pas conformes aux prescriptions, les frais de prélèvement et d'analyse sont supportés par le responsable de l'établissement concerné, sans préjudice des sanctions prévues au présent règlement.

Si les rejets ne sont pas conformes, le coefficient de majoration est appliqué, l'autorisation de déversement peut être suspendue et en cas de danger, le service des eaux peut obturer le branchement.

3.3 Contrôle des branchements et installations d'assainissement (publiques et privées)

3.3.1 Droit d'accès des agents du service des eaux aux installations d'assainissement

Les agents du service des eaux ont accès aux propriétés privées pour assurer les contrôles. Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux dans un délai raisonnable (2 jours minimum). Le propriétaire doit faciliter

l'accès de ses installations aux agents du service des eaux et être présent ou représenté lors de toute intervention du service.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle des installations, l'occupant est astreint au paiement d'une pénalité.

3.3.2 Instructions techniques de la partie publique du branchement

Le service des eaux fixe le nombre de branchements à installer par immeuble à raccorder.

Au vu des éléments techniques fournis par l'utilisateur au service des eaux, tels que le diamètre et la profondeur de la canalisation, et éventuellement l'emplacement du regard de branchement, le service des eaux arrête le tracé et la pente de la canalisation.

Si pour des raisons de convenances personnelles, l'utilisateur demande des modifications aux dispositions proposées par le service des eaux, celui-ci après examen des conditions financières peut donner satisfaction à l'utilisateur sous réserve que ces modifications soient compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement. Dans le cas présent, l'utilisateur ne peut prétendre à aucune indemnité.

3.3.3 Contrôle de conception des installations d'assainissement

Le service des eaux assure le contrôle de la conformité des projets au titre de la protection du système d'assainissement (réseaux et usine d'épuration).

Ce contrôle s'effectue :

a - à l'occasion de la demande du certificat d'urbanisme. Le service des eaux émet un avis sur les conditions de desserte du projet,

b - à l'occasion des autorisations d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, permis d'aménagement) ou à l'occasion de la réhabilitation des installations. Le service des eaux émet un avis sur les modalités de desserte du projet,

c - d'une manière générale, à l'occasion de tout nouveau branchement.

A ce titre, le demandeur doit déposer un dossier comportant :

- un plan sur lequel doivent figurer :
 1. l'implantation et le diamètre de toutes les canalisations en domaine privé,
 2. les ouvrages annexes (grilles, stockage, régulation, prétraitement), leurs emplacements projetés et leurs cotes altimétriques rattachées au domaine public,
 3. les regards en limite de propriété avec les profondeurs.
 4. les surfaces imperméabilisées raccordées (toitures, voiries, parkings de surface),
 5. le ou les points de raccordement au réseau public
- une notice explicative avec, pour les eaux usées non domestiques : la nature, les caractéristiques, les débits, le choix des ouvrages, le dimensionnement, l'implantation et la justification en fonction des caractéristiques de l'effluent rejeté.

3.3.4 Contrôle de réalisation de la partie publique du branchement

Les représentants du service des eaux devront être en mesure de vérifier tranchée ouverte le raccordement sur le collecteur public ainsi que la bonne mise en œuvre de l'ensemble des canalisations disposées jusqu'à la boîte de branchement dans un délai de 24 heures après mise en place, dans la mesure où les travaux auront été planifiés contradictoirement au moins 72 heures en avance.

Les représentants du service des eaux devront constater la présence à pied d'œuvre des matériaux d'enrobage (sable ou gravelette) d'un volume suffisant pour permettre un compactage soigné et garantir la protection de l'ensemble des canalisations mises en place. Sous voie publique, l'entreprise devra mettre en place les matériaux (tout-venant ou autres matériaux compactables équivalents) correspondant aux demandes du gestionnaire de la voirie en quantité suffisante pour le reste du remblaiement.

3.3.5 Contrôle de réalisation des installations d'assainissement privées

Le contrôle de réalisation s'effectue avant tout remblaiement des ouvrages. Le service des eaux contrôle la conformité des ouvrages par rapport aux prescriptions techniques définies par le service des eaux. Le contrôle de réalisation s'effectue selon les modalités suivantes :

- le demandeur doit aviser le service des eaux, 48 heures avant le début du chantier, puis une fois les travaux de raccordement terminés,
- le service des eaux peut réaliser une inspection télévisée du branchement. Cette opération est à la charge du demandeur si le branchement est jugé non-conforme,

- si des anomalies sont constatées, le service des eaux refuse la mise en service du branchement (non-retrait du dispositif d'obturation), en l'attente des travaux de mise en conformité.

Dans le cas où des désordres sont constatés par le service des eaux, la mise en conformité est effectuée par le propriétaire ou l'ensemble des copropriétaires. Celle-ci doit être exécutée avant raccordement sur le réseau public d'assainissement.

- pour les opérations immobilières, les lotissements, le demandeur doit fournir un plan de récolement des ouvrages et des réseaux réalisés, un procès-verbal d'étanchéité des réseaux et un rapport télévisé, avant la mise en service du branchement,
- pour les entreprises, le demandeur doit fournir un plan de récolement des ouvrages et des réseaux réalisés dans un délai de 6 mois après la mise en service.

3.3.6 Contrôles complémentaires sur le branchement

Dans le cas d'un manquement au suivi des travaux sur la partie publique ou privée tel qu'indiqué dans les articles précédents, les représentants du service des eaux pourront imposer, à la charge exclusive de l'entreprise (partie publique) ou du propriétaire (partie privée), une réouverture de la tranchée et les essais suivants :

- test de compactage,
- contrôle vidéo et d'étanchéité du branchement.

En fonction des conclusions des tests et contrôles, les modifications requises seront imposées sans qu'une contrepartie puisse être demandée.

3.3.7 Contrôle de fonctionnement des installations d'assainissement privées

Le service des eaux se réserve le droit de vérifier à tout moment :

- l'état et le bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement,
- la qualité du rejet,
- l'élimination des sous-produits d'assainissement (déchets).

3.3.8 Mise en conformité des installations d'assainissement privées

Dans le cas d'un constat de non-conformité des installations d'assainissement privées, le service des eaux met en demeure l'usager de réaliser les travaux nécessaires en fixant un délai de mise en conformité. En cas de passivité de ce dernier, le service des eaux peut, et ce, jusqu'à la réalisation des travaux de mise en conformité :

- obturer le branchement,
- porter plainte,
- exécuter les travaux d'office, en cas d'urgence ou de danger, aux frais de l'usager.

3.4 Dispositions financières

3.4.1 Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif "assimilés domestiques"

Principe

Les propriétaires d'immeubles ou d'établissements dont les eaux usées résultent d'utilisations de l'eau assimilables à usage domestique sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC "assimilés domestiques").

Cette participation est instituée pour tenir compte de l'économie réalisée en évitant la mise en place ou la mise aux normes d'une installation d'assainissement individuelle réglementaire.

Cette participation ne se substitue pas au paiement des frais de branchement au réseau public d'assainissement, au versement de la taxe d'aménagement, lorsque celle-ci est due, ainsi qu'à la redevance assainissement. Elle ne peut dépasser 80 % de la valeur d'une installation individuelle réglementaire.

Identification du redevable et champs d'application

Les redevables de la PFAC "assimilés domestiques" sont :

- les propriétaires d'immeubles ou d'établissements neufs réalisés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte des eaux usées,
- les propriétaires d'immeubles ou d'établissements existants déjà raccordés au réseau de collecte des eaux usées, lorsqu'ils réalisent des travaux (d'extensions, d'aménagements intérieurs, de changement de destination de l'immeuble) ayant pour effet d'induire des eaux usées supplémentaires,
- les propriétaires d'immeubles ou d'établissements existants non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées (donc équipés d'une installation d'assainissement non collectif), lorsque le raccordement à un nouveau réseau de collecte (ou à une extension) est réalisé.

Mode de calcul et assiette

Les modalités d'application et de calcul de la PFAC "assimilés domestiques" sont déterminées par Arlysère.

Modalités de recouvrement

La PFAC "assimilés domestiques" est exigible à compter de la date du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'établissement, de l'extension ou de la partie réaménagée de l'établissement, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

La PFAC "assimilés domestiques" fait l'objet d'une facture émise par le service des eaux, dont le recouvrement est assuré par la trésorerie.

3.4.2 Redevance d'assainissement eaux usées non domestiques et assimilées domestiques - principe

La redevance assainissement est perçue en contrepartie du service rendu. Elle est composée d'une part fixe (abonnement) et d'une part proportionnelle au volume. La part proportionnelle est définie par Arlysère.

La part proportionnelle pourra être définie selon la formule suivante :

Part proportionnelle = Taux de base x Assiette x Coefficient de rejet x Coefficient de pollution.

Avec :

- *Taux de base* = prix du mètre cube défini par Arlysère.
- *Assiette* = (volume d'eau prélevé sur le réseau public de distribution d'eau potable + volume d'eau prélevé sur toute autre ressource).
- *Coefficients de pollution et de rejet* = cf. définition ci-après.

Dans le cas d'un prélèvement à une autre source que le réseau public de distribution d'eau potable, le comptage des volumes prélevés se fait obligatoirement par un dispositif de comptage installé par le service des eaux aux frais du demandeur (sur le même principe que pour la distribution d'eau publique), ou à titre dérogatoire approuvé par le service des eaux.

En l'absence de système de comptage, une estimation est effectuée par le service des eaux en fonction des informations dont il dispose.

3.4.3 Coefficient de pollution

Le coefficient de pollution permet de tenir compte pour chaque effluent rejeté de l'impact réel sur le fonctionnement du service des eaux.

Le coefficient de pollution est notifié dans la convention. La formule du calcul du coefficient de pollution, pourra être basée sur les paramètres DCO, MES, NTK.

Pour les établissements déjà bénéficiaires d'une convention de déversement et d'un coefficient de pollution à la date de mise en vigueur du présent règlement, la nouvelle formule du coefficient de pollution ne sera applicable qu'à dater du renouvellement de la convention.

3.4.4 Coefficient de rejet

Pour tenir compte de conditions spécifiques de rejets, un établissement peut bénéficier d'un abattement s'il fournit la preuve qu'une partie supérieure à 15 % du volume d'eau qu'il prélève sur un réseau public de distribution d'eau ou sur toute autre source, n'est pas rejetée dans les réseaux d'assainissement.

3.4.5 Modalités d'application

Les coefficients de rejet (Cr) et de pollution (Cp) sont fixés au minimum pour une durée de un an, à compter de la signature de la convention. Ils pourront être modifiés chaque année pour tenir compte de l'évolution des caractéristiques des rejets de l'établissement.

Le cas échéant, les nouveaux coefficients seront établis soit sur la base des mesures effectuées par le service des eaux, soit sur la base des données d'auto surveillance, sous réserve de la validation de ces mesures par le service des eaux.

Ces nouveaux coefficients sont notifiés à l'établissement par courrier.

3.4.6 Dispositif de lissage

Le dispositif prévu pour déterminer le montant de la redevance assainissement, peut conduire dans certains cas à une augmentation importante de ce montant.

En pareil cas, le montant de la redevance assainissement tiendra compte de l'effort engagé par l'établissement pour améliorer ses rejets et une planification technique et financière sera définie dans la convention de déversement.

Le dispositif de lissage s'établit comme suit :

Augmentation de la redevance assainissement due à la mise en place des coefficients de pollution et de rejet limitée à 20 % la première année, puis augmentation de 20 % chaque année si les engagements pris sont respectés (notamment l'échéancier de mise en conformité), à défaut augmentation de 30 %, jusqu'à application totale des coefficients.

3.4.7 Coefficient de majoration

Le coefficient de majoration permet de tenir compte des paramètres rejetés dans le réseau d'assainissement dont les valeurs mesurées dépassent les limites de rejet autorisées.

Il est appliqué à la redevance assainissement lorsque des paramètres ne respectent pas les valeurs limites de rejet dans les délais de mise conformité fixés. Il prend effet immédiatement après le contrôle pour une durée minimale d'un semestre renouvelable jusqu'à justification du respect des valeurs limites de rejet.

Ce coefficient est établi par décision de l'autorité compétente représentant Arlysère.

3.4.8 Exonération de la redevance assainissement

Sont exonérés de la redevance assainissement, les volumes d'eau utilisés notamment par les professionnels agricoles, pour l'irrigation et l'arrosage, ne générant pas une eau usée pouvant être rejetée dans le système d'assainissement collectif.

3.5 Dispositions spécifiques aux eaux pluviales

3.5.1 Principe

Les eaux pluviales ne relèvent pas du présent règlement, en dehors de celles affectant le service assainissement collectif et non collectif.

Les installations de gestion des eaux pluviales doivent être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement, grâce à un entretien régulier.

3.5.2 Entretien des installations

Les installations de gestion des eaux pluviales doivent être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement, grâce à un entretien régulier.

3.5.3 Utilisation des eaux de pluie à des fins domestiques

Tout usager utilisant de l'eau de pluie à des fins domestiques, et notamment pour l'alimentation des toilettes, du lave-linge et pour le lavage des sols, doit en avvertir le service des eaux. Il doit par ailleurs établir une déclaration à la mairie de son domicile.

3.6 Pénalités et mesures de sauvegarde

3.6.1 Coefficient de non-conformité

En cas de non-respect de l'autorisation de raccordement (non-respect de l'échéancier de mise en conformité, de l'entretien des ouvrages, de la transmission des éléments demandés...) ou des prescriptions de raccordement (en l'absence d'autorisation), l'établissement sera soumis, après un délai imparti, d'un coefficient de non-conformité appliqué sur la redevance assainissement.

Il prend effet immédiatement après le contrôle pour une durée minimale d'un semestre renouvelable tant que la situation n'est pas rétablie.

Ce coefficient est établi par décision de l'autorité compétente représentant Arlysère.

3.6.2 Cessation du service

Le service des eaux peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, de manière temporaire ou définitive, dès lors que :

- d'une part, le non-respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement ou de la convention induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :
 - o de modification de la composition des effluents,
 - o de non-respect des limites et des conditions de rejets fixés par l'arrêté d'autorisation de déversement,
 - o de non installation des dispositifs de mesure et de prélèvement,
 - o de non-respect des échéanciers de mise en conformité,
 - o d'impossibilité pour le service des eaux de procéder aux contrôles,
- et d'autre part, les solutions proposées par l'établissement pour y remédier restent insuffisantes pour assurer le fonctionnement normal du système d'assainissement.

La fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par le service des eaux à l'établissement, par lettre recommandée avec accusé de réception, et à l'issue d'un préavis de 15 jours.

Toutefois, en cas de risque prouvé pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, le service des eaux se réserve le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement.

En cas de fermeture du branchement, l'établissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

4. REGLEMENT RELATIF A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.1 Dispositions générales

4.1.1 Principes généraux

Les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à ne pas présenter de risques de contamination ou de pollution des eaux superficielles et souterraines, notamment celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels la pêche, la baignade et les sports d'eaux vives.

4.1.2 Responsabilités et obligations des propriétaires – réalisation des ouvrages

Tout propriétaire d'un immeuble, existant ou à construire, non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, est tenu de l'équiper d'une installation d'assainissement non collectif destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques produites, à l'exclusion des eaux pluviales. Il est responsable de la conception, de l'implantation et de la réalisation des ouvrages.

Le propriétaire d'un immeuble tenu d'être équipé d'une installation d'assainissement non collectif qui ne respecte pas les obligations réglementaires applicables à ces installations, est passible, le cas échéant, des mesures administratives et des sanctions pénales mentionnées dans le présent règlement

Si le propriétaire modifie de manière durable et significative les quantités d'eaux usées collectées, l'adaptation en conséquence du dispositif d'assainissement non collectif doit faire l'objet d'un avis du service des eaux

4.1.3 Responsabilités et obligations des propriétaires – entretien des ouvrages

Le propriétaire d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement et de l'entretien des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux souterraines et superficielles et la salubrité publique.

Le non-respect des obligations de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des ouvrages expose, le cas échéant, le propriétaire des lieux aux mesures administratives et aux sanctions pénales mentionnées dans le présent règlement

4.1.4 Droit d'accès des agents du service des eaux aux installations d'assainissement non collectif

Les agents du service des eaux ont accès aux propriétés privées pour assurer les contrôles. Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux dans un délai raisonnable (2 jours minimum). Le propriétaire doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du service des eaux et être présent ou représenté lors de toute intervention du service.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle des installations, l'occupant est astreint au paiement d'une pénalité.

4.1.5 Information des usagers après contrôle des installations

Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle sont consignées sur un rapport de visite dont une copie est adressée au propriétaire de l'immeuble, ainsi que, le cas échéant, à l'occupant des lieux. L'avis rendu par le service à la suite du contrôle est porté sur le rapport de visite.

4.2 Conception et implantation des installations d'assainissement non collectif

4.2.1 Principes de conception et d'implantation des installations

La conception et l'implantation des installations doivent respecter la réglementation en vigueur, notamment :

- respecter les règles de recul d'un assainissement non collectif vis-à-vis :
 - o des limites de propriété (3 m),
 - o des puits servant à l'alimentation humaine (35 m),
 - o de tout arbre et plantation (3 m),
 - o de l'habitation (5 m, pour les ouvrages de traitement),
- maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes,
- rendre possible l'accès des ouvrages pour les entreprises de collecte des matières de vidange,
- maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface des ouvrages de traitement (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus de ces dispositifs).

4.2.2 Contrôle de conception des installations

Le service des eaux assure le contrôle de la conformité des projets au titre de la protection de l'environnement et de la salubrité publique. Il émet un avis sur la faisabilité de l'assainissement non collectif.

Ce contrôle s'effectue :

- a - à l'occasion de la demande du certificat d'urbanisme,
- b - à l'occasion d'une demande de permis de construire,
- c - à l'occasion de la réhabilitation des installations : si le projet ne nécessite pas de certificat d'urbanisme ou de permis de construire, le propriétaire doit faire une demande d'avis auprès du service des eaux,
- d - à l'occasion de toute modification de l'installation, en particulier lors des travaux d'agrandissement de l'habitation.

A ce titre, le demandeur doit déposer un dossier comportant :

- un plan de situation de l'habitation (extrait cadastral),
- un plan de masse sur lequel doivent figurer :
 - o l'implantation de l'habitation sur la parcelle,
 - o l'implantation à l'échelle de tous les ouvrages d'assainissement non collectif (prétraitement, traitement, évacuation),
 - o l'implantation des V.R.D,
 - o l'implantation de traitement et d'évacuation des eaux pluviales.
- une notice explicative comportant :

- le choix et la justification de la filière d'assainissement en fonction des conditions hydro-géo-pédologiques du site (notamment la perméabilité, la pédologie, la pente, la surface disponible, la présence de circulation d'eau, de puits servant à l'alimentation humaine),
- la description de la filière d'assainissement (prétraitement, traitement, évacuation),
- le dimensionnement (sauf dans le cas des demandes de certificat d'urbanisme) de la filière d'assainissement en fonction du nombre de pièces principales du projet (nombre de pièces principales = nombre de chambres + 2) ou du nombre d'équivalents-habitants.

4.2.3 Cas particuliers

a – prescriptions particulières :

Des prescriptions techniques particulières peuvent être imposées, notamment :

- Toute installation concernant plus de 10 EH devra faire l'objet d'une étude détaillée permettant de justifier l'absence d'impact sur le milieu récepteur,
- L'obligation de mise en place d'une chasse automatique dans le cas de filtre à sable d'une surface supérieure ou égale à 35 m²,

b – Dispositif d'assainissement non collectif non prévu par la réglementation :

A titre exceptionnel, et sous réserve d'une justification par une étude détaillée montrant qu'aucun dispositif réglementaire n'est possible, un dispositif dérogatoire peut être autorisé.

c – Autorisations exceptionnelles :

Des autorisations exceptionnelles peuvent être accordées dans les cas suivants :

- autorisation du maire de la commune en cas de rejet des eaux épurées vers le milieu hydraulique superficiel,
- autorisation du service des eaux en cas d'évacuation des eaux épurées par un puits d'infiltration,
- autorisation du service des eaux en cas de réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation souterraine de végétaux non utilisés pour la consommation humaine.

4.3 Réalisation des installations d'assainissement non collectif

4.3.1 Principes d'exécution des travaux

Le propriétaire tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif neuve, qui modifie ou réhabilite une installation existante, est responsable de la réalisation des travaux correspondants.

Ceux-ci ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis favorable du service des eaux, à la suite du contrôle de leur conception et de leur implantation.

Le propriétaire des ouvrages choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge d'exécuter les travaux.

Les travaux de réalisation des installations doivent respecter la réglementation en vigueur (en particulier le DTU 64.1), notamment :

- l'utilisation de sables siliceux pour les filtres à sable,
- les ventilations amont et aval de la fosse toutes eaux, qui doivent être tirées jusqu'en toiture, avec un extracteur sur la ventilation aval.

4.3.2 Contrôle de la bonne exécution des ouvrages

Le propriétaire doit informer le service des eaux au minimum 48 h avant le commencement des travaux. Il doit informer le service des eaux de l'état d'avancement des travaux afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution. Le propriétaire ne peut faire remblayer avant autorisation du service des eaux.

Ce contrôle a pour objet de vérifier que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme aux prescriptions définies par le service des eaux. Il porte notamment sur le type de dispositif installé, son implantation, ses dimensions, la mise en œuvre des différents éléments de collecte, de prétraitement, de traitement et, le cas échéant, d'évacuation des eaux traitées et la bonne exécution des travaux.

A l'issue de ce contrôle, le service des eaux émet un rapport de visite avec un avis qui pourra être favorable ou défavorable. Dans le second cas, l'avis est expressément motivé. L'avis du service est adressé au propriétaire des ouvrages. Si cet avis est défavorable, le service des eaux demande au propriétaire de réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable.

4.4 Fonctionnement des installations d'assainissement non collectif

4.4.1 Principes de fonctionnement des installations

Le propriétaire d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages.

Seules les eaux usées domestiques sont admises dans les ouvrages d'assainissement non collectif.

Les eaux pluviales ne peuvent transiter par la filière d'assainissement non collectif.

De même, il est interdit d'y déverser tout corps solide ou non, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement de l'installation. (cf. article 1.1.4: Déversements interdits).

Les ouvrages doivent rester accessibles (regards au niveau du terrain naturel) aux agents du service des eaux en charge du contrôle des installations.

4.4.2 Contrôle de bon fonctionnement des ouvrages

Le contrôle périodique de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes.

Ce contrôle est exercé sur place par les agents du service des eaux. Il a pour objet de vérifier que le fonctionnement des ouvrages est satisfaisant, qu'il n'entraîne pas de pollution des eaux ou du milieu aquatique, ne porte pas atteinte à la salubrité publique et n'entraîne pas d'inconvénients de voisinage (odeurs notamment).

Il porte au minimum sur les points suivants :

- vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et leur accessibilité,
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse,
- vérification que l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances,
- vérification de la conformité des ouvrages à la réglementation en vigueur.

En outre :

- s'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé,

- en cas de nuisances de voisinage des contrôles occasionnels peuvent être effectués.

La fréquence des contrôles de bon fonctionnement des installations est déterminée par le service des eaux en tenant compte notamment de l'ancienneté, de la taille et de la nature des installations, ainsi que des modalités de rejet des effluents. Cette fréquence ne peut excéder 8 ans. A l'issue du contrôle de bon fonctionnement, le service des eaux émet un rapport de visite avec un avis qui pourra être favorable ou défavorable. Dans le second cas, l'avis est expressément motivé. Le service des eaux adresse son avis au propriétaire de l'immeuble, et le cas échéant à l'occupant des lieux. Si cet avis comporte des réserves ou s'il est défavorable, le service des eaux demande, en fonction des causes de dysfonctionnement :

- de réaliser les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer ces causes, en particulier si celles-ci entraînent une atteinte à l'environnement (pollution), à la salubrité publique ou toutes autres nuisances,
- de réaliser les entretiens ou réaménagements nécessaires

4.4.3 Contrôle lors des ventes

Le rapport de visite du service des eaux, établi à l'issue du dernier contrôle de bon fonctionnement et dont la validité est toujours en cours, ainsi que le courrier établi par le service des eaux au moment de la vente, doivent être intégrés au dossier de diagnostic technique qui est fourni par le vendeur pour être annexé à la promesse de vente ou, à défaut, à l'acte authentique de vente.

Le rapport de visite, pour être valide, doit être daté de moins de 3 ans à la date de la signature de l'acte de vente.

Au cas où le rapport de visite n'est plus valide ou inexistant, le propriétaire doit faire réaliser par le service des eaux une vérification du fonctionnement et de l'entretien de son installation d'assainissement non collectif.

En cas de non-conformité de l'installation d'assainissement non collectif lors de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an après l'acte de vente.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du service des eaux, si la date de validité du dernier rapport de visite du SPANC est dépassée, tout document nécessaire ou utile à l'exercice de la vérification (factures, plans...).

4.5 Entretien des installations d'assainissement non collectif

4.5.1 Principes d'entretien des installations

L'entretien des installations porte sur :

- la vidange de la fosse,
- la vidange du séparateur à graisses, quand il existe,
- le nettoyage des autres ouvrages d'assainissement, si nécessaire (préfiltre, drains, puits d'infiltration...).

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire. Les vidanges de boues et de matières flottantes des fosses ou autres installations de prétraitement sont effectuées selon les fréquences déterminées par le service des eaux. Dans le cas général, la fréquence de vidange est de 4 ans, avec un maximum de 8 ans. La périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Dans le cas d'une installation disposant d'un agrément, l'utilisateur est tenu de se référer au guide accompagnant l'agrément du dispositif.

Les opérations de vidange de la fosse sont obligatoirement réalisées par une entreprise spécialisée, agréée par le représentant de l'Etat dans le département. En aucun cas, elles ne peuvent être effectuées par un particulier à l'aide d'une tonne à lisier, que l'utilisateur soit agriculteur ou non.

Le propriétaire de l'immeuble est responsable de l'élimination des matières de vidange, qui doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par la convention départementale d'élimination des matières de vidange et celles du règlement sanitaire départemental.

4.5.2 Exécution des opérations d'entretien

Le propriétaire des ouvrages choisit librement le prestataire de son choix.

4.5.3 Contrôle de l'entretien des ouvrages

Le contrôle périodique de l'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes.

Il a pour objet de vérifier que les opérations d'entretien sont régulièrement effectuées pour garantir le bon fonctionnement de l'installation.

Il porte au minimum sur les points suivants :

- vérification de la réalisation périodique des vidanges ; à cet effet le propriétaire présentera le bordereau de suivi d'élimination des matières de vidange remis par le vidangeur,
- vérification, le cas échéant, de l'entretien des dispositifs de dégraissage, et des autres ouvrages d'assainissement.

Ce contrôle est effectué au moment de la visite de contrôle de bon fonctionnement des ouvrages tel que défini à l'article VI-14.

A l'issue du contrôle de l'entretien, le service des eaux demande le cas échéant au propriétaire, de réaliser les opérations d'entretien nécessaires.

Si les obligations d'entretien ne sont pas respectées, le service des eaux peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais du propriétaire, aux travaux indispensables.

En cas de non présentation du bordereau d'élimination dûment rempli dans le délai fixé, le propriétaire s'expose à une pénalité.

4.6 Réhabilitation des installations d'assainissement non collectif

4.6.1 Cas de réhabilitation

Tout propriétaire peut décider ou être tenu de réhabiliter son installation d'assainissement non collectif en particulier si cette réhabilitation est nécessaire pour supprimer toute atteinte à l'environnement (pollution des eaux ou du milieu aquatique), à la salubrité publique

Le délai de réalisation des travaux de réhabilitation est fixé par le service des eaux au moment du contrôle de l'installation.

4.6.2 Exécution des travaux de réhabilitation

Le propriétaire des ouvrages choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge d'exécuter les études préalables et les travaux de réhabilitation.

4.6.3 Contrôle des travaux de réhabilitation de l'installation

Ces travaux de réhabilitation font l'objet d'un contrôle par le service des eaux (contrôle de conception et de réalisation) au même titre que les installations neuves

4.7 Dispositions spécifiques aux eaux pluviales

4.7.1 Principes de gestion des eaux pluviales

Contrairement aux eaux usées domestiques, il n'existe pas d'obligation générale de raccordement pour l'usager, dans la mesure où "tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur ses fonds".

Une gestion des eaux pluviales la plus adaptée possible est essentielle. A ce titre, tout usager doit mettre en œuvre des solutions limitant les quantités d'eaux de ruissellement ainsi que leur pollution.

Le service des eaux peut autoriser le déversement de tout ou partie des eaux pluviales dans le réseau public et dans les conditions fixées au présent chapitre.

Le dispositif de gestion des eaux pluviales doit être conforme aux dispositions du zonage des eaux pluviales en vigueur.

En aucun cas les eaux pluviales ne peuvent être rejetées dans tout ou partie de l'installation d'assainissement non collectif.

4.7.2 Entretien des installations

Les installations de gestion des eaux pluviales doivent être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement, grâce à un entretien régulier.

4.7.3 Utilisation des eaux de pluie à des fins domestiques

Tout usager utilisant de l'eau de pluie à des fins domestiques, et notamment pour l'alimentation des toilettes, du lave-linge et pour le lavage des sols, doit en avvertir le service des eaux. Il doit par ailleurs établir une déclaration à la mairie de son domicile.

4.8 Redevances d'assainissement non collectif

4.8.1 Principe

Ces redevances sont destinées à financer les charges du service.

4.8.1.1 Redevance annuelle de service

Cette redevance correspond aux diagnostics périodiques des installations, à la vérification de leur fonctionnement et à leur entretien, et à la disponibilité des agents du service pour satisfaire les demandes des usagers.

Dans le cas d'installations nécessitant des contrôles périodiques plus fréquents que la fréquence habituelle de 8 ans (notamment les installations de plus de 10 équivalents-habitants, celles nécessitant un relevage, celles nécessitant un entretien fréquent (inférieur à 2 ans), et celles nécessitant un apport d'énergie), les déplacements supplémentaires sont facturés selon un tarif voté par décision de l'autorité compétente représentant Arlysère.

4.8.1.2 Redevances forfaitaires spécifiques

Ces redevances sont notamment les suivantes :

- redevance contrôle de conception, d'implantation et de bonne exécution des travaux,
- redevance contrôle lors d'une vente.

4.8.2 Redevables et assujettissement

La redevance annuelle de service est facturée à l'abonné en eau potable, ou à défaut au propriétaire de l'immeuble.

La redevance forfaitaire qui porte sur le contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages est facturée au propriétaire de l'immeuble.

Les redevances forfaitaires qui portent sur la prestation d'entretien, le contrôle lors d'une vente, et la prestation d'étude de réhabilitation, sont facturées au propriétaire de l'immeuble. Le paiement est exigible à dater de l'envoi du rapport de visite de contrôle ou de réalisation de la prestation.

4.8.3 Détermination du montant des redevances

Les montants des redevances d'assainissement non collectif décrites ci-dessus sont fixés par décision de l'autorité compétente représentant Arlysère.

5. DISPOSITIONS D'APPLICATION ET SIGNATURE

5.1 Voies de recours des abonnés

Le présent règlement ainsi que les délibérations qui lui sont associées, à supposer que ceux-ci fassent grief, peuvent faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de leur notification ou publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la collectivité, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Les litiges relatifs aux activités de police ou de contrôle entre les usagers et le service public d'assainissement non collectif relèvent de la compétence des juridictions administratives. Les actes pris au titre de ces activités, à supposer que ceux-ci fassent grief, peuvent être contestés dans les mêmes conditions que le règlement et les délibérations qui lui sont associées, décrites au premier paragraphe du présent article.

Les litiges individuels entre les usagers et le service public d'assainissement collectif et non collectif et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux juridictions judiciaires. Ainsi, à la date de réception par l'utilisateur du document transmis par le Service, celui-ci pourra saisir le tribunal d'instance ou le tribunal de grande instance (en fonction du montant contesté). Les délais pour saisir les juridictions judiciaires correspondent aux délais de prescription de l'action civile tels que prévus aux articles 2224 et suivants du code civil.

A titre d'exemples :

Le délai de prescription est de cinq ans pour les actions personnelles et mobilières et de trente ans pour les actions réelles immobilières. Le point de départ du délai est le jour où le titulaire du droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer.

Le délai de prescription est de dix ans s'agissant des actions en responsabilité en raison d'un événement grave ayant entraîné un dommage corporel. Le point de départ du délai est la date de la consolidation du dommage initial ou aggravé.

5.2 Clause d'exécution du règlement

Les représentants d'Arlysière, les agents du service des eaux et le Trésor Public en tant que de besoin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement sur le territoire d'Arlysière.

5.3 Date d'application du règlement

Le présent règlement entre en vigueur à dater du **1^{er} mars 2019**, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

5.4 Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

5.5 Clause d'exécution

Délibéré et adopté par le Conseil d'Agglomération, le 7 février 2019.

5.6 Signature

Pour le service de l'eau de la Communauté d'agglomération Arlysère

Le Président, ou son représentant :

Michel ROTA,
Conseiller délégué
Eau & Assainissement



6. ANNEXES

6.1 Limites de concentration des rejets au réseau public d'eaux usées

Paramètres	Abréviation	Unité	Valeur limite sur un échantillon moyen 24h	Valeur limite sur un prélèvement ponctuel
Rapport de dilution : d= débit réseau / débit rejet - déversement 24 h - déversement 12 h	D D	/ /	2,5 < d < 25 6 < d < 60	
Acidité ou alcalinité libre	pH	Unité pH	5,5 < pH < 8,5	
Cas d'une neutralisation effluent à la chaux	pH	Unité pH	6,5 < pH < 9,5	
Température	T	°Celsius	< 30°C	
Matières en suspension totale	MEST	mg/l	1 000 ⁽¹⁾	1500
Demande chimique oxygène	DCO	mg/l	1 500 ⁽¹⁾	2250
Demande biochimique en oxygène sur 5 jours	DBO ₅	mg/l	800 ⁽¹⁾	1200
Rapport DCO/DBO5	DCO/DBO ₅	mg/l	< à 3	
Azote réduit ou kjeldhal	NTK	mg/l	150 ⁽¹⁾	225
Azote ammoniacal	NH ₄ ⁺	mg/l	150	225
Azote global	Ngf	mg/l	150	225
Hydrocarbures totaux	HC ₂	mg/l	5	10
Halogènes organiques absorbables (chlorures et bromures)	AOX	mg/l	1	
Matières inhibitrices	MI	Equ./m ³	Absentes	
Sulfures	S ₂	mg/l	1,0	
Nitrites	NO ₂	mg/l	10,0	
Sulfates	SO ₄ ²⁻	mg/l	400,0	
Cyanures	CN ⁻	mg/l	0,1	
Fluorures	F ⁻	mg/l	15,0	
Chrome hexavalent	Cr ₆ ⁺	mg/l	0,1	
Chrome trivalent	Cr ₃ ⁺	mg/l	3,0	
Cadmium	Cd ₂ ⁺	mg/l	0,2	
Plomb	Pb ⁺	mg/l	1,0	
Etain	Sn ₂ ⁺	mg/l	2,0	
Cuivre	Cu ₂ ⁺	mg/l	2,0	
Autre métal	/	mg/l	5,0	
Métaux lourds	Zn ₂ ⁺⁺ Cu ₂ ⁺⁺ Ni ₂ ⁺ Al ₃ ⁺⁺ Fe ₂ ⁺⁺ Cr ₆ ⁺ Cr ₃ ⁺ Cd ₂ ⁺⁺ Pb ⁺⁺ Sn ₂ ⁺	mg/l	15,0	
Phosphore total	Pt	mg/l	50	75
Graisses	SEH	mg/l	150	225
Tensio-actifs anioniques		mg/l	20	30
Tensio-actifs cationiques		mg/l	20	30
Tensio-actifs non ioniques		mg/l	20	30

(1) : sauf cas particulier soumis à l'accord du service des eaux

6.2 Liste des activités considérées comme assimilées domestiques

- Activités de commerce de détail, c'est à dire de vente au public de biens neufs ou d'occasion essentiellement destinés à la consommation des particuliers ou des ménages.
- Activités de services contribuant aux soins d'hygiène des personnes, laveries automatiques, nettoyage à sec de vêtements, coiffure, établissements de bains douches, instituts de beauté, thermes.
- Activités d'hôtellerie, résidences de tourisme, camping et caravanage, parcs résidentiels de loisirs, centres de soins médicaux ou sociaux pour de courts ou de longs séjours, maisons de retraite, communautés religieuses, hébergement de militaires et de forces de l'ordre public (casernes), gendarmeries, postes de police, hébergement d'élèves ou d'étudiants ou de travailleurs pour de longs séjours, centres pénitenciers.
- Activités de service et d'administration pour lesquelles les pollutions de l'eau résultent principalement des besoins visés à l'article R. 213-48-1 du code de l'environnement :
 - o activités de restauration, qu'il s'agisse de restaurants traditionnels, de self-services ou d'établissements proposant des plats à emporter,
 - o activités d'édition à l'exclusion de la réalisation des supports, activités de production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision, d'enregistrement sonore et d'édition musicale, de production et de diffusion de radio et de télévision, de télédiffusion, de traitement, d'hébergement et de recherche de données,
 - o activités de programmation et de conseil en informatique et autres services professionnels et techniques de nature informatique,
 - o activités administratives et financières, de poste et de courrier, de services financiers et d'assurances, de services de caisses de retraite, de services juridiques et comptables, activités immobilières,
 - o activités de sièges sociaux,
 - o activités de services au public ou aux industries comme les activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et d'analyses techniques, activités de publicité et d'études de marché, activités de fourniture de contrats de location et de location bail, activités de service dans le domaine de l'emploi, activités des agences de voyage et des services de réservation,
 - o activités d'enseignement,
 - o activités de services d'action sociale, d'administration publique et de sécurité sociale, ainsi que les activités administratives d'organisations associatives et d'organisations ou d'organismes extraterritoriaux,
 - o activités pour la santé humaine, à l'exclusion des hôpitaux et cliniques généraux et spécialisés en médecine ou chirurgie,
 - o activités de service en matière de culture et de divertissement, y compris les bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles,
 - o activités d'exploitation d'installations de jeux de hasard,
 - o activités sportives, récréatives et de loisirs (stades, gymnases, centres aquatiques, bibliothèques, musées, théâtres, circuits automobiles, zoos...),
 - o activités des locaux permettant l'accueil du public et de voyageurs,
 - o sanitaires publics.

6.3 Liste des textes réglementaires de référence.

- Code général des collectivités territoriales
- Code de la santé publique
- Code de l'urbanisme
- Code de l'environnement
- Code pénal
- Règlement sanitaire départemental

Etat des risques

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être joint en **annexe** d'un contrat de vente ou de location d'un bien immobilier et à être remis, dès la première visite, au potentiel acquéreur par le vendeur ou au potentiel locataire par le bailleur. Il doit dater de moins de 6 mois et être actualisé, si nécessaire, lors de l'établissement de la promesse de vente, du contrat préliminaire, de l'acte authentique ou du contrat de bail.

Adresse de l'immeuble ou numéro de la ou des parcelles concernées	Code postal ou code Insee	Nom de la commune
Lieudit Zecon, Résidence Les Chalets des Evettes C n° 173, 184, 1161, 1162, 1165, 1166, 1242, 1245, 1247	73590	FLUMET

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR NATURELS* oui non

prescrit⁽¹⁾ ou anticipé⁽²⁾ ou approuvé⁽³⁾ ou approuvé et en cours de révision⁽⁴⁾ date

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
préciser (inondations, mouvement de terrain, ...)

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN oui non

Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PPR NATURELS** oui non

prescrit⁽¹⁾ ou anticipé⁽²⁾ ou approuvé⁽³⁾ ou approuvé et en cours de révision⁽⁴⁾ date

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
préciser (inondations, mouvement de terrain, ...)

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN oui non

Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR MINIER* oui non

prescrit⁽¹⁾ ou anticipé⁽²⁾ ou approuvé⁽³⁾ ou approuvé et en cours de révision⁽⁴⁾ date

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
préciser (inondations, mouvement de terrain, ...)

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM oui non

Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR TECHNOLOGIQUES* oui non

prescrit⁽¹⁾ ou approuvé⁽³⁾ ou approuvé et en cours de révision⁽⁴⁾ date

Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :
effet toxique ou effet thermique ou effet de surpression

> L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement oui non

> L'immeuble est situé en zone de prescription : oui non

- si la transaction concerne un logement, des travaux prescrits ont été réalisés oui non

- si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location⁽⁵⁾ oui non

* Vérifiez sur www.erial.georisques.gouv.fr l'état actualisé de votre plan de prévention des risques (PPRN/PPRM/PPRT)

** à compléter si le bien est concerné par plusieurs PPRN

(1) Prescrit = plan de prévention des risques (PPR) en cours d'élaboration à la suite d'un arrêté de prescription.

(2) Anticipé = plan de prévention des risques (PPR) visant les nouveaux immeubles et bien immobiliers et rendu immédiatement opposable par arrêté préfectoral.

(3) Approuvé = plan de prévention des risques (PPR) adopté et annexé au document d'urbanisme.

(4) Approuvé et en cours de révision = plan de prévention des risques (PPR) adopté mais actuellement en cours de modification ou de révision. Il est conseillé de se renseigner sur les éventuelles modifications de prescription.

(5) Information non obligatoire au titre de l'information acquéreur locataire mais fortement recommandée.

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

- L'immeuble se situe dans une zone de sismicité classée en

zone 1 très faible zone 2 faible zone 3 modérée zone 4 moyenne zone 5 forte

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

- L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3 oui non

Information relative à la pollution des sols

- Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS) oui non

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe N/M/T*

* catastrophe naturelle, minière ou technologique

- L'immeuble a-t-il donné lieu au versement d'une indemnité à la suite d'une catastrophe N/M/T*? oui non

Situation de l'immeuble au regard du recul du trait de côte (RTC)

- L'immeuble est-il situé sur une commune exposée au recul du trait de côte et listée par [décret n° 2022-750 du 29 avril 2022](#)? oui non

- L'immeuble est situé dans une zone exposée au recul du trait de côte identifiée par un document d'urbanisme. Ces documents sont notamment accessibles à l'adresse : www.geoportail-urbanisme.gouv.fr
Si oui, l'horizon temporel d'exposition au recul du trait de côte est :

> d'ici à trente ans > compris entre trente et cent ans

- > L'immeuble est-il concerné par des prescriptions applicables à cette zone ? oui non

- > L'immeuble est-il concerné par une obligation de démolition et de remise en état à réaliser ? oui non

Documents à fournir obligatoirement :

- ◆ Si le bien est concerné par un ou plusieurs plans de prévention des risques :
 - un extrait de document graphique situant le bien par rapport au zonage réglementaire ;
 - un extrait du règlement concernant le bien.
 - ◆ Si le bien est situé dans une commune classée en zone de sismicité de niveau 2,3,4 ou 5 :
 - la fiche d'information sur le risque sismique disponible sur le site www.georisques.gouv.fr
 - ◆ Si le bien est situé dans une commune classée en zone à potentiel radon de niveau 3 :
 - la fiche d'information sur le radon disponible sur le site www.georisques.gouv.fr
 - ◆ Si le bien est situé par un document d'urbanisme dans une zone exposée au [recul du trait de côte](#) :
 - un extrait des prescriptions applicables à cette zone.
- La liste des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pris dans la commune qui ont affecté le bien concerné et qui ont donné lieu au versement d'une indemnité

Vendeur / Bailleur

Date / Lieu

Acquéreur / Locataire

Nom : M BROOME Paul	Lieu : FLUMET	Nom : BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE
Signature :	Date : 09/09/2024	Signature :

Information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, le retrait du trait de côte et les pollutions de sols,
pour en savoir plus... consultez les sites Internet :

www.georisques.gouv.fr et www.geoportail-urbanisme.gouv.fr



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce QR Code peut servir à vérifier
l'authenticité des données contenues
dans ce document.

ÉTAT DES RISQUES POUR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 9 septembre 2024

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles .

L'état des risques est obligatoire à la première visite.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis www.georisques.gouv.fr. Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

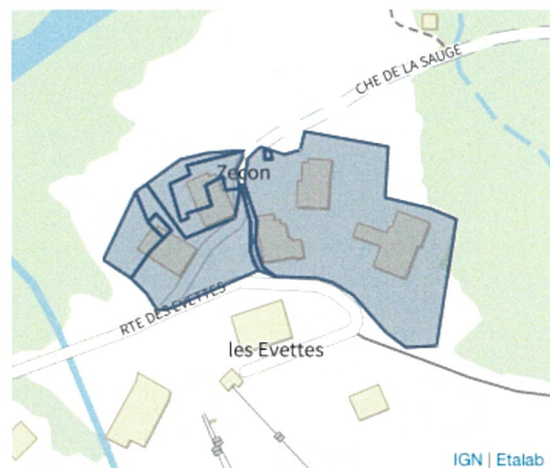
Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

73590 FLUMET

Code parcelle :

000-C-1161, 000-C-1245, 000-C-1162, 000-C-1242, 000-C-173, 000-C-1165, 000-C-1166, 000-C-1247, 000-C-184



IGN | Etalab

Parcelle(s) : 000-C-1161, 000-C-1245, 000-C-1162, 000-C-1242, 000-C-173, 000-C-1165, 000-C-1166, 000-C-1247, 000-C-184,
73590 FLUMET

1 / 5 pages

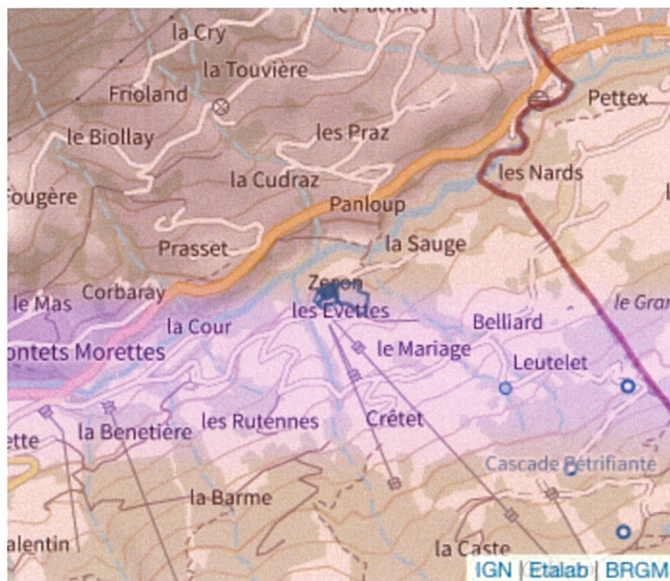
A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES EXISTANTS ET FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL SONT :

SISMICITÉ : 4/5



-  1 - très faible
-  2 - faible
-  3 - modéré
-  4 - moyen
-  5 - fort

Un tremblement de terre ou séisme, est un ensemble de secousses et de déformations brusques de l'écorce terrestre (surface de la Terre). Le zonage sismique détermine l'importance de l'exposition au risque sismique.



INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? Oui Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur

Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 1 : A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES SUIVANTS EXISTENT MAIS NE FONT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

ARGILE : 1/3



-  1 : Exposition faible
-  2 : Exposition moyenne
-  3 : Exposition forte

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition faible : La survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante, mais ces désordres ne toucheront qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, avec par exemple des arbres proches ou une hétérogénéité du sous-sol). Il est conseillé, notamment pour la construction d'une maison individuelle, de réaliser une étude de sols pour déterminer si des prescriptions constructives spécifiques sont nécessaires. Pour plus de détails :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction#e3>



ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 7

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 4

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1516409A	01/05/2015	02/05/2015	16/07/2015	22/07/2015
INTE1516409A	01/05/2015	03/05/2015	16/07/2015	22/07/2015
INTE1802929A	03/01/2018	05/01/2018	31/01/2018	01/02/2018
NOR19821118	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

Mouvement de Terrain : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1516409A	01/05/2015	02/05/2015	16/07/2015	22/07/2015
INTE1516409A	01/05/2015	03/05/2015	16/07/2015	22/07/2015

Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
NOR19821118	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

Le zonage sismique sur ma commune

Le zonage sismique de la France:

Les données de sismicité instrumentale et historique et des calculs de probabilité permettent d'aboutir à l'élaboration d'un zonage sismique. Cette analyse probabiliste représente la possibilité pour un lieu donné, d'être exposé à des secousses telluriques.

Elle prend en compte la répartition spatiale non uniforme de la sismicité sur le territoire français et a permis d'établir la cartographie ci-contre qui découpe le territoire français en 5 zones de sismicité: **très faible, faible, modérée, moyenne, forte**. Les constructeurs s'appuient sur ce zonage sismique pour appliquer des dispositions de constructions adaptées au degré d'exposition **au risque sismique**.

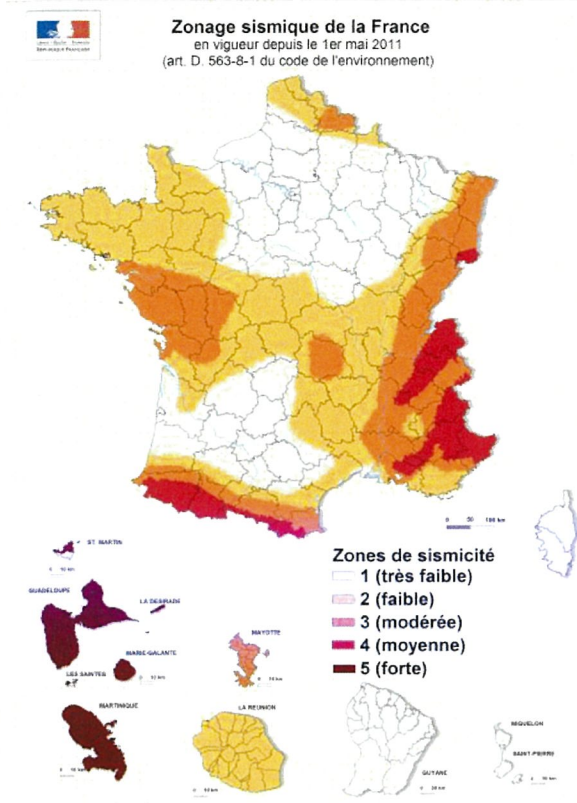
La réglementation distingue quatre catégories d'importance (selon leur utilisation et leur rôle dans la gestion de crise):






I – bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée

II – bâtiments de faible hauteur, habitations individuelles

III – établissements recevant du public, établissements scolaires, logements sociaux

IV – bâtiments indispensables à la sécurité civile et à la gestion de crise (hôpitaux, casernes de pompiers, préfectures ...)



Pour les bâtiments neufs		1	2	3	4	5
I		Aucune exigence				
II		Aucune exigence		Règles CPMI-EC8 Zones 3/4	Règles CPMI-EC8 Zone 5	
		Aucune exigence	Eurocode 8			
III		Aucune exigence	Eurocode 8			
IV		Aucune exigence	Eurocode 8			

Si vous habitez, construisez votre maison ou effectuez des travaux :

- en **zone 1**, aucune règle parasismique n'est imposée ;

- en **zone 2**, aucune règle parasismique n'est imposée sur les maisons individuelles et les petits bâtiments. Les règles de l'Eurocode 8 sont imposées pour les logements sociaux et les immeubles de grande taille ;

- en **zone 3 et 4**, des règles simplifiées appelées CPMI –EC8 zone 3/4 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles;

- en **zone 5**, des règles simplifiées appelées CPMI-EC8 zone 5 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles.

Pour connaître, votre zone de sismicité: <https://www.georisques.gouv.fr/> - rubrique « Connaitre les risques près de chez moi »

Le moyen le plus sûr pour résister aux effets des séismes est la construction parasismique : concevoir et construire selon les normes parasismique en vigueur, tenir compte des caractéristiques géologiques et mécaniques du sol.

Pour en savoir plus:

Qu'est-ce qu'un séisme, comment mesure-t-on un séisme ? → <https://www.georisques.gouv.fr/minformer-sur-un-risque/seisme>

Que faire en cas de séisme ? → <https://www.georisques.gouv.fr/me-preparer-me-protger/que-faire-en-cas-de-seisme>



PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction Départementale des Territoires
Service Sécurité et Risques
Unité Risques

Arrêté préfectoral DDT/SSR/unité risques n° 2019-0974
**relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers
sur les risques et pollutions sur la commune de Flumet**

Le Préfet de la Savoie,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code général des collectivités territoriales,
- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27,
- VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5,
- VU** le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique,
- VU** le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français,
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU** l'arrêté préfectoral du 8 mars 2019 de délégation de signature du préfet au directeur départemental des territoires de la Savoie,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-1476 du 15 novembre 2016 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département de la Savoie,
- VU** l'arrêté préfectoral IAL n° 2016-1659 du 22 décembre 2016 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Flumet,
- VU** la modification des fiches communales d'information sur les risques et les pollutions de septembre 2018 intégrant l'information relative à la pollution de sols et la situation de la commune au regard du zonage réglementaire à potentiel radon,
- SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Savoie,

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral IAL n° 2016-1659 du 22 décembre 2016 est abrogé.

Article 2 : Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Flumet sont consignés dans le dossier communal d'information annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la mention des risques naturels et technologiques pris en compte,
- la cartographie des zones exposées,
- l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer,
- le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune,
- le niveau du potentiel radon
- la mention des secteurs d'information sur les sols (SIS)
- le nombre des arrêtés ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique.

Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables à la mairie de Flumet et à la Direction Départementale des Territoires de la Savoie.

Article 3 : Le dossier communal d'information sera mis à jour au regard des conditions mentionnées à l'article L125-5 du code de l'environnement.

Article 4 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'information est adressée au maire de la commune de Flumet et à la chambre départementale des notaires de la Savoie.

Le présent arrêté sera affiché en mairie ; l'accomplissement de cette publicité incombe aux maires. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Savoie.

Une mention de l'arrêté sera insérée dans le journal : Le Dauphiné.

Cet arrêté et le dossier communal d'information seront accessibles depuis le site internet des services de l'État en Savoie : www.savoie.pref.gouv.fr

Article 5 : Conformément aux articles R.421-1 à R.421.7 du code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 6 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur de cabinet, Monsieur le sous-préfet d'Albertville, Monsieur le directeur départemental des territoires de la Savoie, et Madame le maire de la commune de Flumet sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Chambéry, le

- 6 SEP. 2019

Pour le Préfet, par délégation,


Le Directeur Départemental
des Territoires

Hervé BRUNELOT



Préfecture de la Savoie

Code postal : 73590

Commune de Flumet

Code INSEE : 73114

Fiche communale d'information risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2019 - 0974

du 06/09/19

mis à jour le 06/09/19

Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN)

- La commune est concernée par le périmètre d'un PPR N ¹ oui non
prescrit **anticipé** **approuvé** date

¹ Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

inondations autres

- > Le règlement du PPRN comprend des prescriptions de travaux oui non

- La commune est concernée par le périmètre d'un autre PPR N ¹ oui non
prescrit **anticipé** **approuvé** date

¹ Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

inondations autres

- > Le règlement du PPRN comprend des prescriptions de travaux oui non

- La commune est concernée par le périmètre d'un autre PPR N ¹ oui non
prescrit **anticipé** **approuvé** date

¹ Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

inondations autres

- > Le règlement du PPRN comprend des prescriptions de travaux oui non

Situation de la commune au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPR M)

- > La commune est concernée par le périmètre d'un PPR M ² oui non
prescrit **anticipé** **approuvé** date

² Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

mouvement de terrain autres

- > Le règlement du PPR M comprend des prescriptions de travaux oui non

Situation de la commune au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPR T)

- > La commune est concernée par un périmètre d'étude d'un PPR T **prescrit** ³ oui non

³ Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :

effet toxique effet thermique effet de surpression

- > La commune est concernée par le périmètre d'exposition d'un PPR T **approuvé** oui non

- > Le zonage comprend un ou plusieurs secteurs d'expropriation ou de délaissement oui non

- > Le zonage comprend une ou plusieurs zones de prescription de travaux pour les logements ⁴ oui non

⁴ Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location.

Situation de la commune au regard du zonage sismique réglementaire

> La commune se situe en zone de sismicité classée

zone 1
très faible

zone 2
faible

zone 3
modérée

zone 4
moyenne

zone 5
forte

Situation de la commune au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> La commune est classée à potentiel radon de niveau 3

oui non

Information relative à la pollution de sols

> La commune comprend un ou plusieurs secteurs d'information sur les sols (SIS)

oui non

Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

> La commune est concernée depuis 1982 par un ou plusieurs arrêtés
. de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle
. de reconnaissance de l'état de catastrophe technologique

nombre

nombre

Pièces jointes *

Documents de référence permettant la définition des travaux prescrits

Extraits de documents ou de dossiers permettant la définition des travaux prescrits au regard des risques encourus en application du Code de l'environnement : articles R.125-23, 24, 26 et R.563-4

Documents accessibles sur « L'observatoire des territoires » (<http://www.observatoire.savoie.equipement-agriculture.gouv.fr/Communes/carteppr.php>).

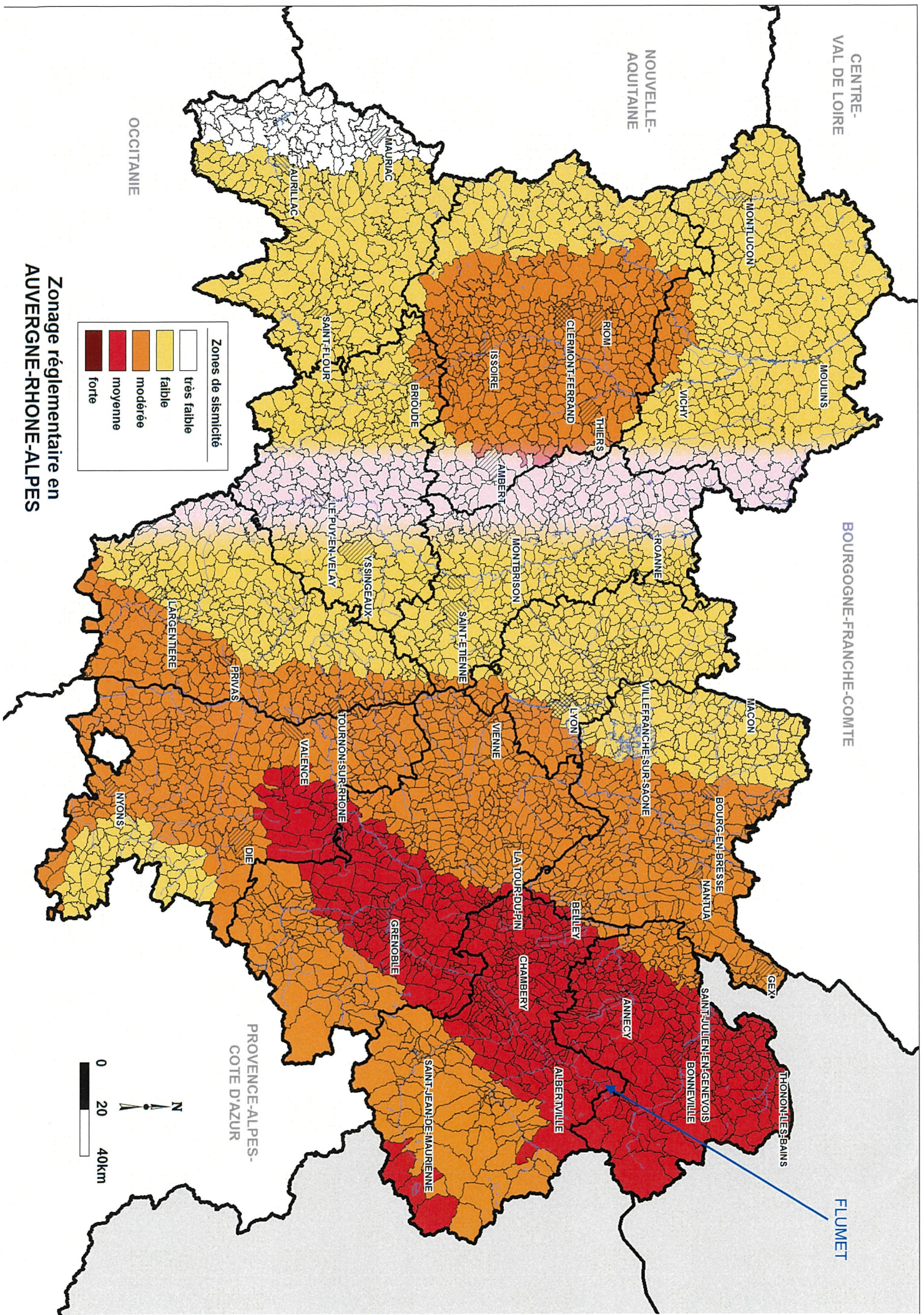
A noter que les PPR sont consultables en mairie et à la préfecture de la Savoie

Cartographies relatives au zonage réglementaire

Extraits cartographiques permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus en application du Code de l'environnement : articles R.125-23, 24, 26 et R.563-4

Documents accessibles sur « L'observatoire des territoires » (<http://www.observatoire.savoie.equipement-agriculture.gouv.fr/Communes/carteppr.php>), « Géorisques » (<http://www.georisques.gouv.fr/>), « Géoportail » (<https://www.geoportail.gouv.fr/>) et sur le site www.planseisme.fr

A noter que les PPR sont consultables en mairie et à la préfecture de la Savoie





LANQUETIN & ASSOCIÉS

GÉOMÈTRES EXPERTS ORDRE DES GÉOMÈTRES EXPERTS N° 2017C200006

19, rue Jean Dussourd 92600 ASNIÈRES-SUR-SEINE

Tel. : 01.41.11.27.77 Email : geometre@lanquetin.fr Site : lanquetin.fr

PLC Avocats
Cabinet d'Avocats
24, rue Godot de Mauroy
75009 PARIS

Asnières-Sur-Seine, le 09 septembre 2024

N/Ref.: 24-2186

Dossier suivi par : Mme Dominique PLACET

Vente : 24755 BNP PARIBAS PERSONAL
FINANCE / BROOME

Mon Cher Maître,

Conformément à l'Article 94 de la Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 en vigueur depuis le 1er juin 2020 venu modifier l'article L. 112-11 du Code de l'Urbanisme, vous avez sollicité un certificat relatif au **Plan d'Exposition au Bruit (PEB)** concernant un immeuble situé :

FLUMET

Lieudit Zecon, Résidence Les Chalets des Evettes

Cadastrée Section : C n° 173, 184, 1161, 1162, 1165, 1166, 1242, 1245, 1247, 12768m²

À ce jour cet immeuble **n'est pas situé** dans l'une des zones de bruit définie par un plan d'exposition au bruit des aéroports prévu par l'article L. 112-6 du code de l'urbanisme.

Je vous prie de croire, Mon Cher Maître, en l'expression de mes salutations distinguées.


Renan Nivelet

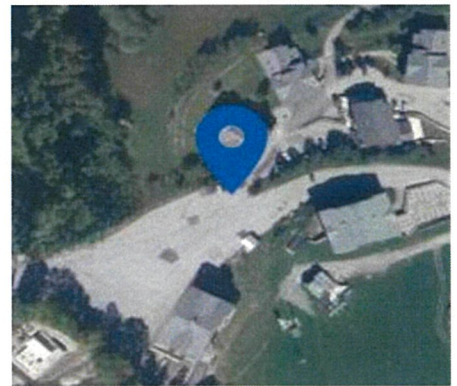


GÉORISQUES

Rapport de risques

📍 Adresse recherchée :

1169 Route des
Evettes, 73590
Flumet



Ce rapport de risques est délivré à titre informatif.
Il a pour but de vous montrer une vision simplifiée des risques naturels et technologiques situés près de chez vous.

Vous pouvez consulter nos conditions d'utilisation sur :
georisques.gouv.fr/cgu

4 Risques naturels identifiés :



INONDATION

à mon adresse :
INCONNU

sur ma commune :
EXISTANT



SÉISME

à mon adresse :
MODÉRÉ

sur ma commune :
MODÉRÉ



RETRAIT GONFLEMENT DES
ARGILES

à mon adresse :
FAIBLE

sur ma commune :
MODÉRÉ



RADON

à mon adresse :
FAIBLE

sur ma commune :
FAIBLE

1 Risque technologique identifié :




POLLUTION DES SOLS

à mon adresse :
PAS DE RISQUE CONNU

sur ma commune :
CONCERNÉ

Risque d'inondation près de chez moi

 Risque à mon adresse **INCONNU**

 Risque sur la commune **EXISTANT**

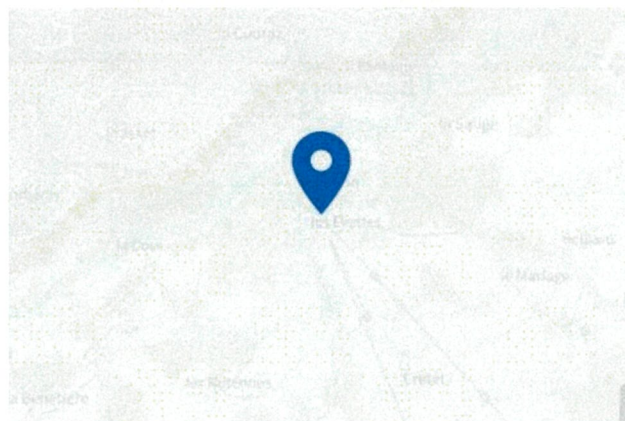
L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau.



Légende



Risques liés aux remontées de nappe



Légende



Risque d'inondation près de chez moi

Informations détaillées :



REMONTÉE DE NAPPES :

Vous êtes situé dans une zone où il y a de fortes probabilités d'observer des débordements par remontée de nappe, ou au moins des inondations de cave.

- Votre niveau d'exposition est : Pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave.
- L'indication de fiabilité associé à votre zone est : MOYENNE



DDRM : **DDRM73**

Dans son Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la préfecture a classé votre commune à risque pour les aléas et sous aléas :
[Inondation](#)

4 inondations classées en catastrophe naturelle dans ma commune :

Une CATNAT est une Catastrophe Naturelle, liée à un phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables. Lorsqu'une catastrophe naturelle frappe un territoire, on dit que "le territoire est en état de catastrophe naturelle".

Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
INTE1802929A	Inondations et/ou Coulées de Boue	03/01/2018	01/02/2018
INTE1516409A	Inondations et/ou Coulées de Boue	01/05/2015	22/07/2015
INTE1516409A	Inondations et/ou Coulées de Boue	01/05/2015	22/07/2015
NOR19821118	Inondations et/ou Coulées de Boue	06/11/1982	19/11/1982

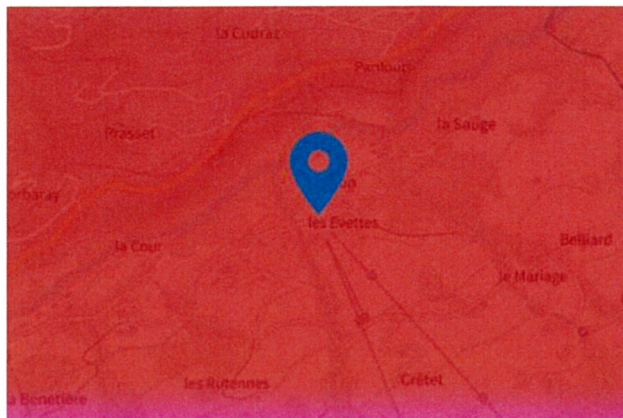
Risque de séisme près de chez moi

Risque à mon adresse **MODÉRÉ**

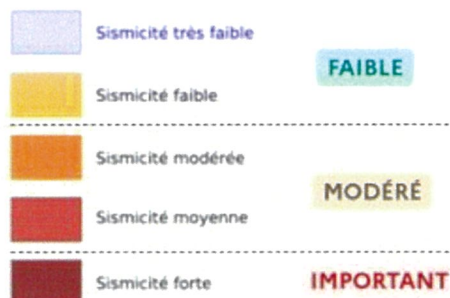
Risque sur la commune **MODÉRÉ**

Les tremblements de terre naissent généralement dans les profondeurs de la croûte terrestre et causent des secousses plus ou moins violentes à la surface du sol. Généralement engendrés par la reprise d'un mouvement tectonique le long d'une faille, ils peuvent avoir pour conséquence d'autres phénomènes : mouvements de terrain, raz de marée, liquéfaction des sols (perte de portance), effet hydrologique.

Certains sites, en fonction de leur relief et de la nature du sol, peuvent amplifier les mouvements créés par le séisme. On parle alors d'effet de site. On caractérise un séisme par sa magnitude (énergie libérée) et son intensité (effets observés ou ressentis par l'homme, ampleurs des dégâts aux constructions).



Légende



Informations détaillées :



DDRM : DDRM73

Dans son Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la préfecture a classé votre commune à risque pour les aléas et sous aléas :
[Séisme](#)



SÉISME : Échelle réglementaire et obligations associées

Sur l'échelle réglementaire, à votre adresse, le risque sismique est de **4/5**.
Pour votre sécurité, à partir d'un risque de niveau 2, des obligations en cas de travaux ou de construction sont liées à prévenir votre risque sismique.

Risque de retrait gonflement des argiles près de chez moi

Risque à mon adresse **FAIBLE**

Risque sur la commune **MODÉRÉ**

Les sols qui contiennent de l'argile gonflent en présence d'eau (saison des pluies) et se tassent en saison sèche. Ces mouvements de gonflement et de rétraction du sol peuvent endommager les bâtiments (fissuration). Les maisons individuelles qui n'ont pas été conçues pour résister aux mouvements des sols argileux peuvent être significativement endommagées. C'est pourquoi le phénomène de retrait et de gonflement des argiles est considéré comme un risque naturel. Le changement climatique, avec l'aggravation des périodes de sécheresse, augmente ce risque.



Légende



Informations détaillées :



RGA : Échelle règlementaire et obligations associées

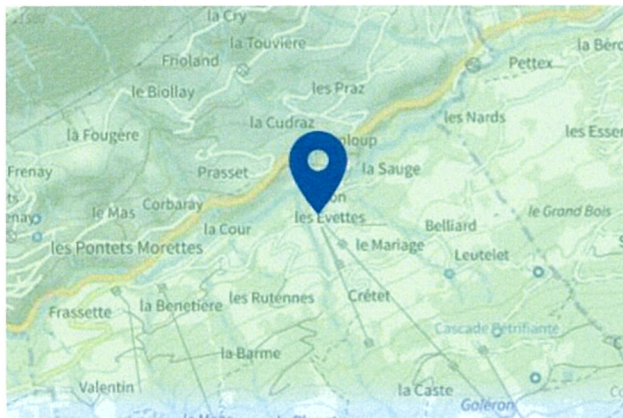
Sur l'échelle règlementaire, à votre adresse, le risque de gonflement des argiles est de **1/3**.
Pour votre sécurité, des obligations en cas de travaux ou de construction sont liées à prévenir le risque.

Risque radon près de chez moi

Risque à mon adresse **FAIBLE**

Risque sur la commune **FAIBLE**

Le radon est un gaz radioactif naturel. Il est présent dans le sol, l'air et l'eau. Il présente principalement un risque sanitaire pour l'homme lorsqu'il s'accumule dans les bâtiments.



Légende



Informations détaillées :



RADON : Potentiel radon faible: recommandation obligations associées

Sur l'échelle réglementaire dans votre commune, le potentiel radon est de 1/3.

Pour votre sécurité, lorsque le potentiel radon est élevé, il existe des recommandations et une obligation d'informer les acquéreurs ou locataires.

Risque de pollution des sols près de chez moi

📍 Risque à mon adresse **PAS DE RISQUE CONNU**

🏠 Risque sur la commune **CONCERNÉ**

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.



Légende





QUE FAIRE
EN CAS D'...

Premier risque naturel en France, les inondations concernent une très grande majorité des territoires français.

INONDATION ?

Avant une inondation

- **RENSEIGNEZ-VOUS** auprès de la **mairie** sur le type d'inondation qui vous concerne et les mesures de protection (lieux d'hébergement en cas d'évacuation, etc.)
- **FAITES RÉALISER** un **diagnostic** de vulnérabilité de votre maison
- **PRÉPAREZ** votre **kit d'urgence 72 heures** avec les objets et articles essentiels
- **PRÉVOYEZ** les dispositifs de **protection à installer** : sacs de sable, barrières amovibles (batardeaux) et le matériel pour surélever les meubles
- **AMÉNAGEZ** une **zone refuge** à l'étage, avec une ouverture permettant l'évacuation **OU IDENTIFIEZ** un lieu à proximité pour vous réfugier

Quand une inondation est annoncée et que l'eau monte

- **ÉLOIGNEZ-VOUS** des cours d'eau, des berges et des ponts
- **REPORTEZ** tous vos déplacements, que ce soit à pied ou en voiture
- **N'ALLEZ PAS CHERCHER** vos enfants à l'école ou à la crèche : ils y sont en sécurité
- **INFORMEZ-VOUS** sur les sites Météo-France et Vigicrues
- **INSTALLEZ** les dispositifs de protection, sans vous mettre en danger, et placez en hauteur les produits polluants
- **COUPEZ**, si possible, les réseaux de gaz, d'électricité et de chauffage
- **RÉFUGIEZ-VOUS** dans un bâtiment, en hauteur ou à l'étage, avec le kit d'urgence 72 heures
- **NE DESCENDEZ PAS** dans les sous-sols ou les parkings souterrains

Pendant toute la durée de l'inondation



NE PRENEZ PAS VOTRE VOITURE, 30 cm d'eau suffisent à emporter une voiture



ÉVITEZ DE TÉLÉPHONER afin de laisser les réseaux disponibles pour les secours



RESTEZ À L'ABRI, n'évacuez votre domicile que sur ordre des autorités



RESTEZ À L'ÉCOUTE des consignes des autorités

POUR EN SAVOIR PLUS : georisques.gouv.fr



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



QUE FAIRE
EN CAS DE...

Le séisme est le risque naturel majeur potentiellement le plus meurtrier, tant par ses effets directs (chutes d'objets et effondrement de bâtiments) qu'indirects (mouvements de terrain, tsunami, etc.).

SÉISME ?

Avant les secousses, préparez-vous

- **REPÉREZ les endroits où vous protéger :** loin des fenêtres, sous un meuble solide
- **FIXEZ les appareils et meubles lourds** pour éviter qu'ils ne soient projetés ou renversés
- **PRÉPAREZ VOTRE KIT D'URGENCE 72H** avec les objets et articles essentiels
- **FAITES RÉALISER UN DIAGNOSTIC de vulnérabilité** de votre bâtiment



Pendant les secousses

- **ABRITEZ-VOUS PRÈS D'UN MUR,** d'une structure porteuse ou sous des meubles solides
- **ELOIGNEZ-VOUS DES FENÊTRES** pour éviter les bris de verre
- Si vous êtes en rez-de-chaussée ou à proximité d'une sortie, **ÉLOIGNEZ-VOUS DU BÂTIMENT**
- **NE RESTEZ PAS PRÈS DES LIGNES ÉLECTRIQUES** ou d'ouvrages qui pourraient s'effondrer (ponts, corniches, ...)
- **EN VOITURE, NE SORTEZ PAS** et arrêtez-vous à distance des bâtiments
- **RESTEZ ATTENTIF :** après une première secousse, il peut y avoir des répliques



Après les secousses



SORTEZ DU BÂTIMENT, évacuez par les escaliers et éloignez-vous de ce qui pourrait s'effondrer



ELOIGNEZ-VOUS DES CÔTES et rejoignez les hauteurs : un séisme peut provoquer un tsunami



ÉVITEZ DE TÉLÉPHONER afin de laisser les réseaux disponibles pour les secours



RESTEZ À L'ÉCOUTE des consignes des autorités

POUR EN SAVOIR PLUS : georisques.gouv.fr



QUE FAIRE EN CAS D'...

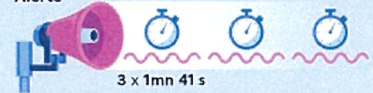
Un accident industriel peut exposer la population et l'environnement à des effets thermiques, toxiques ou de surpression, jusqu'à plusieurs dizaines de kilomètres du lieu de l'accident.

ACCIDENT INDUSTRIEL ?

Si vous vivez dans une zone à risques industriels majeurs

- **DEMANDEZ À VOTRE MAIRIE** les brochures d'information éditées par l'industriel en lien avec la **préfecture** : elles informent sur les signaux d'alerte et indiquent la conduite à tenir
- **IDENTIFIEZ LE SIGNAL NATIONAL D'ALERTE** pour le reconnaître en cas d'événement
- **PRÉPAREZ VOTRE KIT D'URGENCE 72h** et munissez-vous de gros scotch

Alerte



Fin d'alerte



En cas d'accident industriel, dès que vous entendez le signal sonore d'alerte

- **METTEZ-VOUS À L'ABRI** dans un bâtiment en dur, fermez portes et fenêtres
- **ELOIGNEZ-VOUS DES FENÊTRES** afin de vous protéger des éclats de verre éventuels
- **CALFEUTREZ AVEC LE GROS SCOTCH LES OUVERTURES ET LES AÉRATIONS**, arrêtez la ventilation et la climatisation
- **EN CAS DE GÊNE RESPIRATOIRE** respirez à travers un linge humide
- **SI VOUS ÊTES DANS VOTRE VÉHICULE**, gagnez un bâtiment le plus rapidement possible
- **N'ALLEZ PAS CHERCHER VOS ENFANTS**, ils sont pris en charge par les équipes pédagogiques ou les secours



Jusqu'à la fin de l'alerte



RESTEZ À L'ÉCOUTE
des consignes des autorités



ÉVITEZ DE TÉLÉPHONER
afin de laisser les réseaux disponibles pour les secours



RESTEZ À L'ABRI,
n'évacuez votre domicile que sur ordre des autorités



NE FUMEZ PAS,
évitiez toute flamme ou étincelle

POUR EN SAVOIR PLUS : georisques.gouv.fr

DÉPARTEMENT : SAVOIE

VILLE DE FLUMET

Lieudit Zecon, Résidence Les Chalets des Evettes

Propriété Cadastree Section C n° 173, 184, 1161, 1162, 1165, 1166, 1242, 1245, 1247

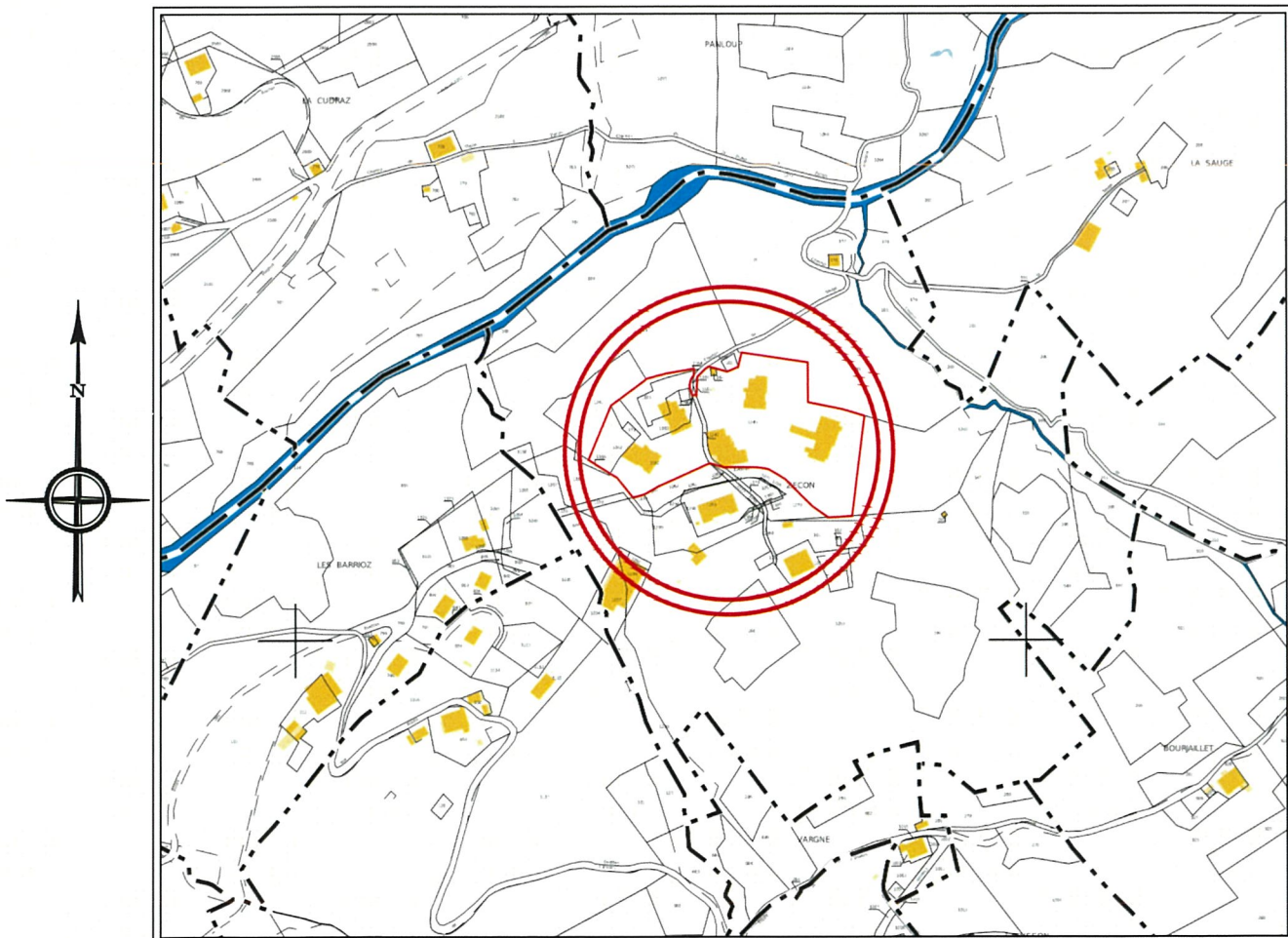
Lot(s) n° 301, 325, 546 Appartenant à M BROOME



Les limites cadastrales des parcelles sont indiquées conformément au plan cadastral et ne sont pas définies juridiquement.
(Les limites cadastrales n'ont pas fait l'objet d'un contrôle sur place)

PLAN DE SITUATION

La flèche nord est donnée à titre indicatif.



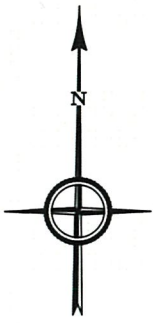
Echelle : 1/5000

Dossier n° : 24-2186



LANQUETIN & ASSOCIÉS
GÉOMÈTRES EXPERTS ORDRE DES GÉOMÈTRES EXPERTS N° 2017C200006
19, rue Jean Dussourd 92600 ASNIÈRES-SUR-SEINE
Tel. : 01.41.11.27.77 Email : geometre@lanquetin.fr Site : lanquetin.fr





VILLE DE FLUMET

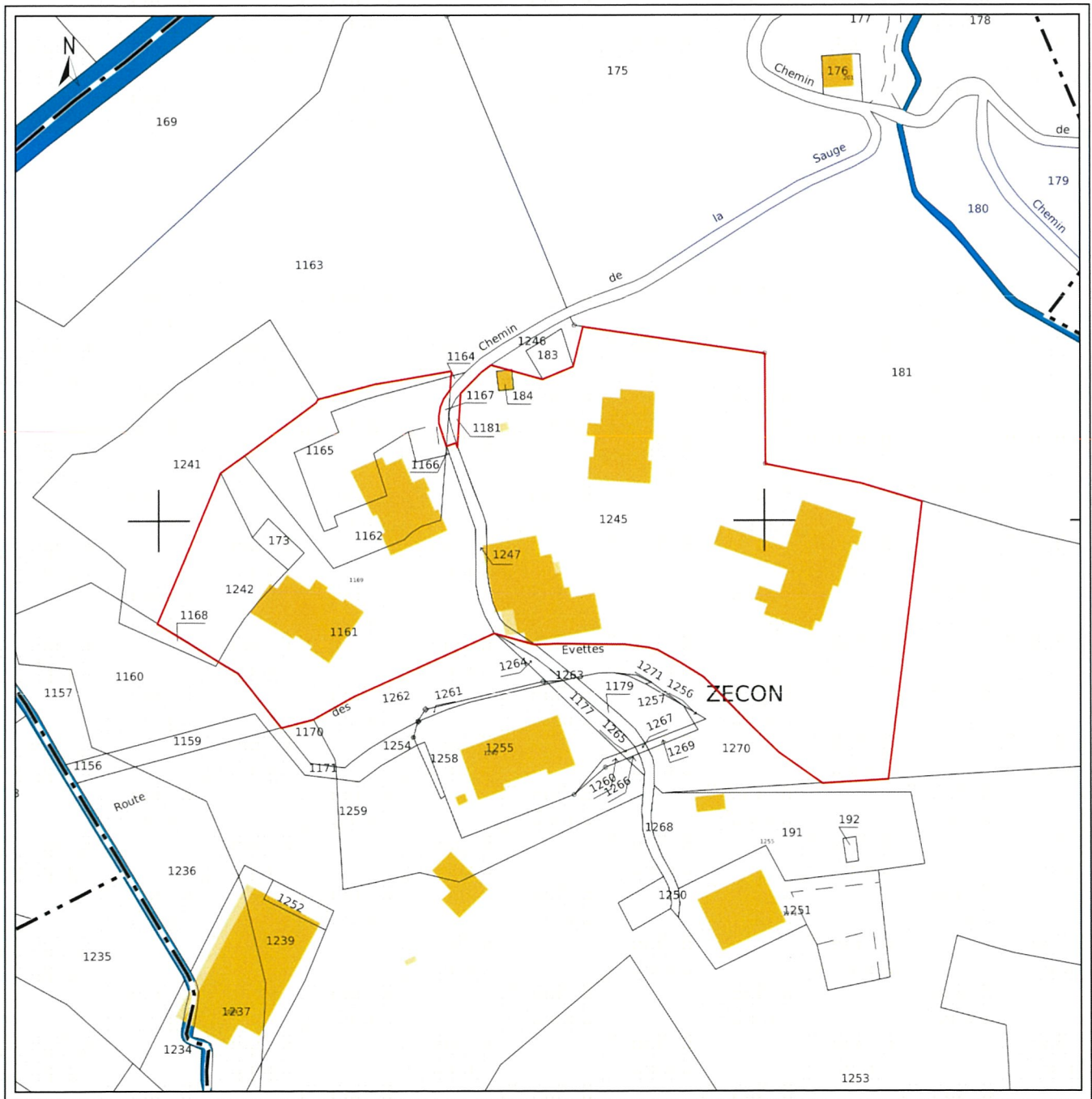
Lieudit Zecon, Résidence Les Chalets des Evettes

Cadastrée Section C n° 173, 184, 1161, 1162, 1165, 1166, 1242, 1245, 1247



EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Les limites cadastrales des parcelles sont indiquées conformément au plan cadastral et ne sont pas définies juridiquement. (Les limites cadastrales n'ont pas fait l'objet d'un contrôle sur place). La flèche nord est donnée à titre indicatif.



Echelle : 1/1500

Dossier n° : 24-2186

Direction générale des finances publiques
 Cellule d'assistance technique du SPDC
 du lundi au vendredi
 de 8h00 à 18h00

N° de dossier : 24-2186

Courriel : esi.orleans.adspdc@dgfip.finances.gouv.fr

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 09/09/2024
 validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : LANQUETIN ET ASSOCIES

SF2414824272

DESIGNATION DES PROPRIETES											
Département : 073				Commune : 114				FLUMET			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle				
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance	
C	0173			ZECON	0ha00a72ca						
C	0184			ZECON	0ha00a19ca						
C	1161			1169 RTE DES EVETTES	0ha22a50ca						
C	1162			ZECON	0ha09a10ca						
C	1165			ZECON	0ha06a83ca						
C	1166			ZECON	0ha00a02ca						
C	1242			ZECON	0ha06a69ca						
C	1245			ZECON	0ha80a08ca						
C	1247			ZECON	0ha01a55ca						
C	0173	001	301	646/100000							
C	0173	001	325	7/100000							

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30



DESIGNATION DES PROPRIETES

Département : 073

Commune : 114

FLUMET

Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
C	0173	001	546	39/100000						

